

Contre le Courant

Organe de l'Opposition Communiste

(Mensuel)

ABONNEMENTS :

France		Extérieur	
Un an	20 fr.	Un an	35 fr.
Six mois	12 fr.	Six mois	20 fr.

Adresser la correspondance
pour la Rédaction et l'Administration à :

« **CONTRE LE COURANT** »

96, Quai Jemmapes, PARIS (10°)

Chèque postal : Contre le Courant 1169-22-Paris

SOMMAIRE

Sous le signe du GUÉPÉOU. — Rationalisation (Albert Lemire). — A la Conférence Nationale du Parti. — Appel des déportés à l'Internationale. — La dernière pirouette de Rappoport. — Réponse d'un ouvrier (Marcel Roy). — Les questions du Travail dans l'Union Soviétique (Extrait de la plateforme de Sapronov). — Un Appel de la minorité du Livre Papier. — Le retour de « Ceux qui ont vu » : Notre témoignage (Pierre Naville et Francis Gérard). — Méthodes Staliniennes.

Sous le signe du "GUEPEOU"

Ainsi que nous l'annoncions dans notre précédent éditorial, de cruelles mesures de répression ont été prises durant ces dernières semaines dans l'Union Soviétique contre nos camarades de l'Opposition.

Le Guépéou, désormais arbitre des conflits intérieurs du Parti, a prononcé et exécuté de nombreuses déportations. Pour essayer de dissocier les opposants, ces mesures avaient été précédées de marchandages ; finalement, devant le refus hautain des chefs de l'Opposition de bénéficier d'un « traitement de faveur », on s'en remit aux sanctions policières du Guépéou.

Smilga et Serebriakov sont envoyés à Semi-Palatinsk, I. N. Smirnov à Kisil-Orda, Sapronov dans la province d'Arkhangel (Onega), Vl. Smirnov dans l'Oural, Voronsky à Viatka, Vouyovitch à Arkhangel, Sosnovsky, Rafail, Eitchenko en Sibérie, Maliouta, Eltsine, V. Valentinov, Gui Varkiane, Ter-Vaganiane, Beloborodov sont expédiés vers des régions lointaines mais leur résidence définitive n'est pas encore connue ; L. G. Gunsburg est arrêté.

Le 20 janvier, à Moscou, quarante-sept autres oppositionnels sont arrêtés ; comme

on a découvert par ailleurs une organisation contre-révolutionnaire de 18 personnes, il y a tout lieu de penser, conformément au précédent de « l'officier de Wrangel » et à la pratique stalinienne, que l'on cherchera à établir un lien entre cette organisation contre-révolutionnaire et les camarades arrêtés. Ceux-ci partagent les chambrées des détenus de droit commun, les femmes sont mises avec les prostituées. Ni visites, ni colis, ni lettres, mais l'incessant tourment d'interrogatoires nocturnes. Pour le Guépéou, on le leur a déclaré, ils sont de simples criminels de droit commun. Et les mêmes persécutions s'exercent en province.

Ceux des oppositionnels qui ne sont ni déportés ni jetés en prison, sont privés de leur travail depuis leur exclusion du Parti. Staline veut les réduire par la famine ; la misère de nos camarades s'accroît chaque jour.

**

Quelques détails sur la déportation de Trotsky : Tout d'abord Astrakan avait été

choisi comme lieu de sa déportation. Puis, Astrakan fut remplacé par Vierny, petite ville du Sud-Est du Turkestan, située à 4.000 km. de Moscou, et à plus de 1.000 km. de la plus proche station de chemin de fer. Le 16 janvier, date fixée pour le départ, une foule ouvrière de plusieurs milliers de personnes emplissait la gare. Malgré toutes les tentatives faites pour la disperser, la foule s'obstinait, réclamant Trotsky. Le train siffle. Alors, spontanément, pour l'empêcher de partir, de nombreux ouvriers se couchent sur les rails. Faux départs. Ce fut seulement après avoir perquisitionné les wagons et constaté que Trotsky ne se trouvait pas là, que les ouvriers consentirent à quitter la gare. Ils se portèrent à son domicile. Le Guépéou les avait devancés : il arrêta les 30 à 40 premiers qui se présentèrent. Le départ fut officiellement remis au 18.

Le 17, les agents du Guépéou se présentent chez Trotsky. Il faut partir sur le champ ! Trotsky refuse, il n'est pas prêt, son départ ayant été fixé au lendemain. Qu'importe au Guépéou. Après un bref colloque, Léon Davidovitch est habillé de force, on le porte dans une automobile qui attend. Sa femme, ayant voulu parler au téléphone, est brutalement arrachée de l'appareil, son jeune fils est frappé à plusieurs reprises ; tous deux s'attachent à ses pas. Ils sont emmenés dans l'automobile qui file de toute sa vitesse, jusqu'à la gare de Faoustovo. Ainsi, en grand secret, Trotsky est expédié à Vierny sous bonne escorte.

.

Zinoviev et Kamenev restent à Moscou.

Fait sans précédent dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, leur capitulation est peut-être même un cas unique par son ignominie dans la lutte politique en général.

La crainte de la déportation a été pour eux le commencement de la sagesse.

Tandis que, lentement, l'Appareil change d'attitude à leur égard et que, dans la vie quotidienne, ils redeviennent l'objet de certaines attentions, les deux capitulards travaillent à effacer les traces de leur activité oppositionnelle. Déjà, ils s'appliquent à donner des gages, déjà, Zinoviev écrit une brochure contre le « trotskysme » et accuse ses alliés de la veille de vouloir for-

mer un second Parti : il faut bien reprendre servilement les accusations de Staline...

S'il était utile de répondre à cette nouvelle croisade contre le trotskysme, menée par Zinoviev et Kamenev, il suffirait de rappeler une conversation qui eut lieu en 1926 et dont le Procès-verbal a été dressé, avec les signatures de Trotsky, Preobrajensky, Piatakov et Radek qui prirent part à cette conversation : Le camarade Lachevitch y malmenait deux militants de Léninegrad qui évoquaient le « trotskysme », et, rompant les chiens, il leur déclara : « Pourquoi imputez-vous une faute à quelqu'un qui ne l'a nullement commise ? C'est nous-mêmes qui avons inventé ce « trotskysme » pour lutter contre Trotsky ». Et Zinoviev d'ajouter sans vergogne : « C'était la lutte pour le pouvoir. Tout l'art consistait à pouvoir coordonner les nouvelles divergences avec les anciennes ». Que Zinoviev ose donc démentir ces paroles !

Sa situation n'est pas meilleure en ce qui concerne le « Second Parti ». Dans ses thèses sur « Le Bilan du Plenum de juillet », il disait récemment : « Il est incontestable que les choses en sont arrivées au point que lutter en défendant le point de vue de Lénine sous le régime stalinien, est impossible sans risquer d'être exclu du Parti communiste de l'U.R.S.S. — Celui qui n'a pas tranché pour lui-même cette question, qui se dit : « Tout ce que l'on veut, mais pas l'exclusion du Parti », **celui-là ne peut pas**, dans les conditions actuelles, être un véritable militant du léninisme, c'est-à-dire ne peut être un oppositionnel ferme. Et plus loin : « Lorsque des compagnons occasionnels de l'Opposition se séparent de celle-ci, à droite, ils donnent comme motif de leur abandon, non pas leur propre glissement vers le point de vue de Staline dans les questions essentielles, intérieures et internationales, mais ils accusent l'Opposition de ce qu'elle s'orienterait vers la création d'une second Parti. En d'autres termes, **ils ne font que répéter l'accusation stalinienne pour dissimuler leur propre retraite** ». (Page 14-15.)

Ici, par une remarquable anticipation, Zinoviev a non seulement pris soin de réfuter à l'avance ses turpitudes actuelles, mais il a clairement expliqué le sens de sa capitulation d'aujourd'hui.

Il est important de signaler que la grosse volte-face de Zinoviev n'a pas été suivie par les meilleurs éléments de son

groupe : Vouyovitch, Safarov, Sarkis, Vardine, Tarkhanov, Naoumov, et tant d'autres se sont refusés à signer la honteuse capitulation.

Malgré la défection de quelques chefs, on peut dire que la base du bloc d'opposition — l'alliance des ouvriers révolutionnaires de Léninegrad et de Moscou — est maintenue et sera conservée dans l'avenir. A Moscou, les ouvriers qui suivaient Zinoviev se sont ralliés, soit au groupe de 1923, soit au groupe Safarov.

Résultat d'ensemble : l'Opposition, certes, a perdu des éléments, mais elle sort de l'épreuve plus compacte, plus homogène, plus résolue que jamais à lutter pour la Révolution.

.

En dépit de la soumission de quelques leaders, de l'emprisonnement et de la déportation du plus grand nombre, l'Opposition est toujours là.

Aussi l'Appareil du Parti mène-t-il dans les campagnes une agitation effrénée contre l'Opposition : On déclare aux paysans que les oppositionnels veulent leur reprendre la terre, leur confisquer tout leur excédent de céréales. On espère, par cette basse démagogie, ruiner leur influence redoutée.

Dans les centres industriels, on rend les oppositionnels responsables des difficultés que rencontre la campagne des contrats collectifs.

Il est de fait que cette campagne se déroule dans une atmosphère de conflits allant jusqu'à la grève (Usine de machines agricoles de Lioubertsy). Dans toute une série d'entreprises, les amendements et les propositions de l'Opposition ont été acceptés à une majorité écrasante.

A la manufacture Gloukovskaia (Province de Moscou) où travaillent 14.000 ouvriers, les ouvriers oppositionnels présentèrent des amendements sérieux, soigneusement pesés, corrigeant les conditions du nouveau contrat. Ces amendements furent adoptés dans les ateliers, à une énorme majorité. Le Secrétaire du Comité de District tenta vainement d'intervenir contre l'Opposition. A l'Assemblée générale de cette manufacture, Melnitchansky, Prési-

dent de la Fédération des Syndicats du Textile, vint spécialement pour intervenir, mais son discours fut mal accueilli par les ouvriers. Résultat : douze oppositionnels ayant pris part à la discussion furent exclus du Parti, cinq d'entre eux furent arrêtés.

Dans une autre manufacture du même district de Bogorodsk, ainsi que dans toute une série d'entreprises de Moscou, les ouvriers ont désigné comme Présidents des Assemblées générales, des oppositionnels connus exclus du Parti. Dans certaines entreprises, les Comités d'usine sont composés d'oppositionnels ; l'Appareil est incapable de les remplacer par d'autres en raison de la résistance des ouvriers.

Il est inutile de souligner la grande signification de ces faits qui sont loin d'être isolés, mais il serait également inexact de les surestimer. Ils témoignent d'un mécontentement considérable des ouvriers, qui se manifeste d'une façon particulièrement éclatante dans les questions corporatives.

La participation des ouvriers oppositionnels à la campagne des contrats collectifs tend à montrer aux ouvriers que le Parti, ce n'est pas seulement l'Appareil, et que la vraie ligne de classe est défendue par les bolcheviks de l'Opposition.

.

Les mesures de violence de Staline n'ont pas mis un terme aux difficultés économiques. Celles-ci vont croissant. L'exportation des céréales est arrêtée. On manque de farine — surtout de farine de froment — dans les villes et dans les régions industrielles. On en vient de plus en plus au système du rationnement. Le Commissariat du Peuple du Commerce examine, et va réaliser peut-être, un plan d'importation d'une quantité considérable de farine de l'étranger... Et cela dans un pays qui fut le grenier de l'Europe !

Certes, aucun oppositionnel sérieux ne songerait à miser sur les difficultés économiques de l'Union Soviétique. Car en dernière analyse, ces difficultés accentuent la pression de la bourgeoisie sur le pouvoir soviétique. Mais on est bien obligé de constater que l'aggravation de ces difficultés est le résultat le plus clair de la politique de Staline. Et en fin de compte, c'est le prolétariat qui fait les frais de cette politique !

Rationalisation

Depuis déjà un certain temps le patronat des grands pays industriels travaille d'une façon pratique à la réalisation de son fameux mot d'ordre de Rationalisation. Et il faut constater l'inertie de la classe ouvrière en face de cet immense danger. Aussi les militants communistes doivent-ils étudier de très près la question.

D'abord, examinons quel but se propose le patronat en rationalisant : « Produire plus et à meilleur marché. » Maintenant, quels moyens met-il en œuvre pour le réaliser ? Là, il s'agit de distinguer nettement entre les affirmations journalistiques des théoriciens de la rationalisation et la réalité. Ceux-ci affirment que la modernisation de l'outillage et une compréhension scientifique des méthodes de production sont les deux pierres angulaires de la rationalisation. En France, leurs organes, tels que *l'Usine* et *la Journée Industrielle*, s'appuyant sur l'exemple américain, prêchent sans répit la taylorisation et le fordisme. Déjà, les grosses firmes de l'industrie automobile, qui ont toujours eu tendance à singer les méthodes yankees, Citroën, Renault, Michelin, ont mis en application le travail à la chaîne. Beaucoup d'autres maisons ont perfectionné le rendement du travail aux pièces et à la prime. Celles qui conservent le vieux système de rétribution, c'est-à-dire le salaire horaire net, imposent à leurs ouvriers un rendement contrôlé. Enfin, en un mot, le patronat français a presque complètement abandonné ses mœurs, relativement lâches, de la période d'avant-guerre.

Cependant si aux Etats-Unis, pays animé par un capitalisme jeune et audacieux, prodigieusement doué de moyens de toute sorte, les usines fonctionnent sous le signe de la rationalisation pure, pourrait-on écrire, en France il n'en est pas exactement de même. Ici, le patronat, moins riche en possibilités, voyant moins grand que les capitaines d'industrie d'outre-Atlantique, toujours prudemment en dépit du siècle, se contente uniquement de pousser à fond l'exploitation de son matériel humain. Il n'envisage l'utilisation prochaine de machines plus perfectionnées qu'avec une certaine crainte des frais d'amortissement. La main-d'œuvre est tellement bon marché en notre époque de chômage latent qu'il peut développer sa production en misant seulement sur l'intensification du rendement. Nous pourrions citer différentes entreprises moyennes où un outillage ancien n'en permet pas moins une grosse production, grâce à une féroce discipline du travail.

Deux jeunes ingénieurs anglais, Bertram Austin et Francis Lloyd, ont publié, il y a environ deux ans, un livre consacré à l'industrie américaine et inti-

ulé « Le secret des hauts salaires ». Ce livre est le livre de deux fabiens. Cependant, tel quel, il doit faire horreur à nos patrons français. Il pose en principe « ...que la prospérité d'une entreprise est liée à la prospérité ouvrière et en dépend directement ». Ces deux braves jeunes gens nous montrent avec admiration la chambre des chaudières de l'Usine de Rivière-Rouge, dans laquelle évoluent des chauffeurs vêtus de blanc, chaussés de blanc, les parois et le sol étant magnifiquement polis. Certes, ils n'ont jamais fréquenté, durant leur voyage d'étude, ces pauvres mineurs du Colorado, que les avions de la police, lors de la dernière grève, descendaient comme des lapins. Aussi n'ayant enquêté que d'un côté chez les patrons, les techniciens, l'aristocratie ouvrière, nous devons nous méfier de leur témoignage.

Cependant lorsqu'ils font l'apologie de la standardisation, nous devons ouvrir l'oreille, car nous ne pouvons pas être indifférents au fait qu'aux Etats-Unis le nombre de types de roues pour automobiles a été ramené de 175 à 4 seulement, le nombre des mouvements de montres de 600 à 80, les formats de papier de 377 à 56, les raccords de tuyaux de 17.000 à 610, etc. Il est bien évident que le capitalisme français, malgré son orientation vers la concentration, n'est pas à la veille de réaliser ces choses-là.

Citroën, l'homme-lige du Comité des Forges, depuis l'intervention décisive de la banque Lazard, nous donnera-t-il demain le spectacle que Ford a donné au monde entier : de 1908 à 1909, Ford fabrique 10.600 voitures à 950 dollars pièce ; en 1924 il fabrique 1.993.419 voitures à 290 dollars seulement, c'est-à-dire, comme le font remarquer nos deux ingénieurs, le prix étant réduit au tiers, la demande a été 200 fois plus élevée.

B. Austin et F. Lloyd vont même jusqu'à prouver par des statistiques comparées que les hauts salaires ont déterminé aux Etats-Unis une baisse du coût de la vie.

En 1920, le taux moyen des salaires était représenté par l'indice 199 ; l'indice du prix de la vie était 226.

En 1924 l'indice des salaires est passé à 228 et l'indice du prix de la vie est tombé à 150.

Ainsi, observent-ils, les salaires ayant augmenté de 14 %, le prix de la vie a baissé de plus de 30 %.

Et poursuivant leur démonstration, ils donnent en parallèle des chiffres relatifs à leur propre pays, l'Angleterre.

En 1920 l'indice des salaires était de 230, l'indice du prix de la vie était de 283.

En 1924 l'indice des salaires était de 170, l'indice du prix de la vie est de 174.

La comparaison est donc à l'avantage de la théorie chère à nos deux fabiens.

Ainsi nous possédons une assez forte documentation sur le problème américain, mais de provenance bourgeoise. Quand pourrions-nous connaître l'opinion des automates du travail à la chaîne, oui, quand ?...

En 1926 la Société « Le Redressement Français » recevait le docteur Julius Hirsch, professeur à l'Université de Berlin, ancien Secrétaire d'Etat « socialiste » du Ministère de l'Economie Nationale. Cet excellent chien de garde du capital expliqua à l'honorable Société, composée de patrons et de directeurs d'entreprises, le miracle de la résurrection de l'industrie allemande après la catastrophe de l'inflation. Il prétendait que la rationalisation n'avait pas seulement comme but de réduire au minimum la perte de temps, mais aussi la dépense de fatigue humaine. Ces intellectuels social-démocrates sont souvent d'une exquise ironie ! Il s'extasia sur les abattoirs de Chicago (comme il dut, sans doute, s'extasier de 1914 à 1918 sur les abattoirs de la guerre impérialiste), où dix-neuf minutes s'écoulaient du moment où le porc est saisi par la patte postérieure, à celui où son jambon est embarqué dans le wagon frigorifique.

Le professeur Julien Hirsch exposa magistralement les quatre grands principes qui, selon lui, commandent la rationalisation du travail :

L'homme ne doit pas faire ce qu'une machine peut faire ; il faut préférer les frais de transport aux pertes du stockage ; le secret de fabrication est un mythe, il faut réduire les frais de distribution en vendant directement du producteur au consommateur.

Et, comme de bien entendu, notre social-démocrate tressa des couronnes à la noble Amérique du taylorisme, du fordisme, mais aussi du Ku-Klux-Klan, de la chaise électrique et autres « futilités ». (A cet égard, nous devons nous souvenir que Trotsky a lumineusement exposé l'attitude de la social-démocratie par rapport aux Etats-Unis dans son fameux discours dit « aux vétérinaires »).

Hirsch affirma que la rationalisation devait provoquer une hausse des salaires par la réduction des frais généraux, et une diminution des heures de travail par l'augmentation scientifique de la production, enfin un mieux-être général résultant de la plus grande faculté d'achat de l'ouvrier...

Ce nouvel Evangile de la social-démocratie internationale, après l'abandon du Manifeste immortel de 1848 par les de Man, Renaudel et compagnie, vient de trouver au Parlement français un champion en la personne de Spinasse, soutenu par les applaudissements unanimes des députés S. F. I. O.

Le grand patronat, les techniciens et les socialistes

se trouvent donc d'accord pour prêcher la rationalisation au prolétariat.

Qu'en pense celui-ci ? Voilà toute la question.

Il faut sans détour répondre que le prolétariat est profondément divisé sur ce point. Dans une usine, quelle qu'elle soit, les ouvriers s'affrontent en deux groupes rivaux : ceux qui acceptent le surmenage et ceux qui le combattent par les moyens les plus divers. Et, en toute franchise, il faut reconnaître qu'il y a de bons militants dans les deux groupes.

Quelles sont les raisons profondes de cet état de choses ? A notre sens, les différentes interprétations et solutions données au problème par les milieux révolutionnaires.

Dans son numéro du 15 mars 1927, *La Révolution Prolétarienne*, sous la signature de Max Emile, préconisait, comme conclusion d'une très bonne étude sur la rationalisation, le rejet pur et simple de cette méthode épuisante de production en disant même : « ...si les ouvriers sont unis pour la combattre, elle n'aura guère été qu'un projet ».

Lors du dernier Congrès de la C. G. T. U. à Bordeaux, les débats roulèrent, à notre avis, d'une façon un peu trop rapide sur cet important problème. Gaillard, qui rapportait, n'en fit qu'une analyse théorique en envisageant la question, non en ouvrant durement exploité, mais en fonctionnaire compilateur de revues, journaux et livres. Seul, le camarade Mahouy apporta le point de vue du prolétaire d'en bas, sortant de chez Citroën et de chez Ford. Malheureusement, il ne lui fut permis d'exposer son argumentation qu'en commission. Ce qui ressort de la résolution votée par le Congrès, touchant la rationalisation, c'est la revendication de la fixation de la vitesse de la chaîne par les ouvriers eux-mêmes. Ainsi, nous voilà déjà loin du rejet en bloc formulé par le camarade Max Emile. Et, comme, en l'occurrence, la réalité nous démontre qu'il est trop tard pour lutter franchement contre le principe même du taylorisme, il faut défendre vigoureusement l'idée du contrôle ouvrier.

Nous devons insister sur le danger momentané de scission que crée l'antagonisme entre les prolétaires acceptant l'intensification du travail pour des raisons que nous examinerons tout à l'heure et ceux qui s'y refusent plus ou moins résolument. En France, le patronat, toujours fortement individualiste, emploie des méthodes mixtes de travail. Dans certaines entreprises, le travail aux pièces, le travail au boni, oppose les exploités aux exploités ou encore les « piécards » à ceux qui sont rétribués à l'heure. Quels sont les motifs de ces rivalités ? Le favoritisme des contremaîtres dans la répartition du travail, l'excitation à l'effort, cause de nervosité dans les rapports entre camarades d'atelier, la jalousie vis-à-vis des plus habiles, des plus forts.

Mais enfin, dira-t-on, pourquoi beaucoup d'ou-

vriers acceptent-ils délibérément de se surmener, alors qu'une entente générale entre eux amènerait la conquête d'un prix horaire honorable? 1° La crainte de la répression à l'égard de tout mouvement syndical; 2° cette théorie absurde du système D qui ne fleurit pas qu'à la caserne, mais malheureusement aussi entre salariés. En pratiquant cette théorie, beaucoup d'ouvriers ne s'aperçoivent pas que le travail aux pièces ou au boni (prime à la vitesse de la production) au lieu de leur procurer un salaire plus élevé, en définitive concourt à l'avilissement de leurs conditions de vie.

Les ouvriers fidèles à leur rôle d'exploités, conscients de la plus-value capitaliste, désireux de la réduire à son minimum peuvent encore, en France, dans certaines industries, dans certains cas, se faire rétribuer à l'heure. Mais, de plus en plus, le capitalisme n'accepte cette forme de rétribution que pour les professions d'élite, ou encore les plus misérables. Là, il faut également dénoncer la constitution lente, mais certaine, d'une véritable aristocratie ouvrière, bien payée, prémunie contre le chômage et hostile à l'immense foule non qualifiée des usines.

Si dans l'industrie moyenne le prolétariat peut encore lutter contre le travail aux pièces et à la prime pour le rétablissement d'un salaire horaire calculé par les syndicats, dans la grande industrie il faut dès maintenant qu'il lutte contre l'intensification de la vitesse productive (taylorisme, fordisme), cause de misère physiologique et d'abrutissement moral. Il faut également rapprocher les jeunes, les femmes, les étrangers, les coloniaux, des ouvriers français par une campagne incessante et visible en faveur du mot d'ordre « A travail égal, salaire égal ». Il faut lutter contre le congédiement des vieux producteurs, que le patronat évince implacablement, organiser des mouvements pour cela. La répercussion en serait énorme, et la rationalisation capitaliste apparaîtrait à tous sous son jour véritable qui est de sucer jusqu'à épuisement le meilleur de l'esprit, de la chair et du sang ouvrier.

Nous autres, communistes, nous devons arracher de l'esprit du prolétaire les dernières croyances en un compromis acceptable entre le capital et le travail; nous devons lui montrer que l'américanisation des méthodes de production sous le signe de la bourgeoisie ne peut qu'aggraver son sort; nous

devons aussi lui dénoncer la duplicité des réformistes, pionniers du fordisme, qu'avant 1914 Merheim combattit âprement.

Certes, Jouhaux et ses amis nous rappelleront que Lénine disait en avril 1918: « Nous devons introduire... l'étude, l'enseignement et l'adoption systématique des expériences du système Taylor ». Nous ne nierons pas que sous le régime communiste l'application du meilleur côté de ce système, sous le contrôle des organisations ouvrières, deviendra une loi. Ce que nous nous refusons à accepter, c'est la cassure dans le prolétariat, c'est son abrutissement et son épuisement au profit du capitalisme.

Et nous nous expliquons.

Aux Etats-Unis, le couronnement de l'œuvre entreprise en 1884 par Taylor aux Acieries de Midvale est l'Actionariat ouvrier. Ecoutez là-dessus l'*Industrial Solidarity*, du 26 mars 1923: « Dès le moment où il devient actionnaire, l'ouvrier se trouve, jusqu'à un certain point, attaché à la Société dont il possède un titre. Même si ses intérêts comme capitaliste sont peu de chose à côté de ses intérêts comme salarié, il lui est désormais impossible de garder une mentalité absolument ferme.

« Il se peut qu'il voie d'un mauvais œil une action pouvant lui rapporter une augmentation de salaire, mais pouvant en même temps réduire le revenu de son placement. Il est plus disposé à accepter l'argument patronal qu'une réduction de salaire est nécessaire à l'amélioration des profits de l'entreprise. En résumé, il a cédé son intérêt majeur d'ouvrier pour une aumône que lui jette le capital. »

Que pensez-vous de ce prolétaire-amphibie? Peut-on lui parler de solidarité internationale et de révolution, quand il est incapable de sentir instinctivement la duperie dont il est la victime de la part de ses patrons?

Nous savons bien que la vieille Europe, épuisée en partie par la guerre, ne peut pas être comparée à l'Amérique, mais nous savons aussi que la Rationalisation, que l'Allemagne a codifiée la première, est une menace à la fois brutale et corruptrice dirigée tout entière contre le prolétariat.

C'est pour cette raison que nous unissons notre voix à ceux qui lui crient de prendre garde!

Albert LEMIRE.

A la Conférence Nationale

La direction du Parti s'est décidée à réunir la Conférence Nationale. Devant 150 délégués, fonctionnaires, membres du C. C., candidables et « députables », soigneusement triés sur le volet, les porte-paroles de la Direction et de l'Exécutif ont débité une leçon bien apprise.

Le soin apporté à la composition de l'Assemblée ne pouvait guère ménager de surprise. Le programme de la Conférence avait été arrêté, mis au point dans une réunion tenue à Berlin entre délégués de l'Exécutif et certains membres du Bureau politique. On raconte que l'accord n'avait pas laissé d'être difficile et que sur la question électorale notamment, des hommes comme Renaud Jean étaient demeurés dans une opposition irréductible.

Les rôles, réglés d'avance, furent exécutés à la lettre à la Conférence. L'Opposition, en dépit de l'influence que la fraction dirigeante lui prête sur les membres du rang, fut exclue à l'unanimité moins une voix et quatre abstentions.

L'opération qui, étant donné la composition de la Conférence entièrement à la dévotion de la Direction, n'était pas douteuse, ne fut pas menée tout d'abord avec la brutalité que l'on pouvait attendre. Spéculant sur la capitulation de Zinoviev et de Kamenev et sur les deux documents, publiés par la « Pravda », le porte-parole du Bureau politique, Bouthonnier, alterna la menace avec le compromis, si bien que, jusqu'à l'intervention de Treint, on put croire qu'un rapprochement était encore possible. Visiblement, la Direction tendait à Treint et Suzanne Girault le piège grossier où tombèrent Zinoviev et Kamenev, et dont le résultat le plus clair, en admettant qu'ils s'y fussent laissés prendre, eût été de les discréditer aux yeux de leurs partisans et, en fait, de les supprimer politiquement.

Reconnaissons que Treint et Suzanne Girault surent éviter l'embûche, et que leurs intentions, comme celle de Barré, ne manquèrent pas de courage. Dans la déclaration dont Barré donna lecture à la Conférence, en réponse à l'ultimatum de la Direction, il n'y a pas un passage auquel tout communiste ne puisse souscrire. Mais devant cette Assemblée de circonstance, fanatisée par un quarteron de chefs sans scrupules, cette réponse sonna comme un défi.

Ni l'intervention de Suzanne Girault qui, textes en mains, démontra qu'en maintes occasions Lénine n'avait pas hésité à sortir de la discipline et à recourir au travail fractionnel pour arracher le Parti au borbier opportu-

niste, ni l'intervention de Treint signalant la « montée des forces thermidoriennes », les déviations opportunistes de la majorité du P. C. R., le danger Koulak, les fautes funestes de l'I. C. dans la Révolution Chinoise, n'amènèrent les délégués à faire un retour sur eux-mêmes et à demander une discussion approfondie des grands problèmes soulevés.

La Conférence avait ordre d'en finir avec l'Opposition; cet ordre fut docilement exécuté.

L'Opposition exclue, la Conférence aurait pu se séparer puisque, en somme, on ne lui en demandait pas davantage. Pour la distraire, on la lança sur la tactique électorale et pendant trois séances, si l'on en juge par l'*Humanité*, ce fut une avalanche d'avertissements qui, malgré la docilité des délégués, vint battre en brèche la thèse officielle, par la suite, d'ailleurs, votée à l'unanimité par une salle à moitié vide.

L'opposition à la tactique électorale qui semble s'être manifestée spontanément au sein de la Conférence, amena l'intervention du délégué de l'Exécutif qui défendit, avec la précision d'un phonographe, la tactique imposée à la Direction du Parti.

Jugée absurde et pleine de périls par une bonne partie des délégués, ceux-ci manquèrent de l'indépendance nécessaire pour aller jusqu'au bout de leur résistance, et obliger l'Internationale et ses stratèges électoraux à retirer de la circulation cette tactique extravagante, bien digne de figurer entre l'élection d'Hindenburg et le dernier putsch de Canton.

En résumé, une fois de plus, la Conférence du Parti a marqué une abdication complète du Parti et de ses chefs momentanés devant la majorité du P. C. R. A part quelques voix isolées, elle a avalisé les sauvages méthodes de répression appliquées à nos camarades russes de l'Opposition, elle a exclu du Parti, sans discuter les opinions émises, en se contentant de les noyer sous un amas de faux et d'interprétations tendancieuses, les derniers représentants de l'Opposition.

Désormais, tous les camarades encore membres du Parti doivent savoir que la Direction a cessé d'exister, qu'elle est, plus que jamais, inféodée à la Direction du P. C. R., dont quelques vagues représentants, échappant à tout contrôle, décident de questions vitales pour le Parti français en le menant dans le domaine national et international à de nouvelles aventures.

TOURNIER.

APPEL DES DÉPORTÉS

A L'INTERNATIONALE

Nous, Soussignés, exclus des rangs du Parti communiste russe, conformément aux décisions du 15^e Congrès de notre Parti, nous avons estimé nécessaire de faire appel en temps utile de notre exclusion devant le 6^e Congrès de l'Internationale Communiste. Cependant, par ordre du Guépéou, nous, vieux militants bolcheviks du Parti, sommes déportés dans les régions les plus éloignées de l'Union Soviétique sans qu'aucune accusation soit élevée contre nous, dans le seul but de rompre notre liaison avec Moscou et les autres centres ouvriers, et, par voie de conséquence, avec le 6^e Congrès mondial.

C'est pourquoi nous jugeons nécessaire à la veille de notre départ forcé vers les régions lointaines de l'Union, de nous adresser, par la présente Déclaration, au Présidium du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, en le priant de porter immédiatement notre lettre à la connaissance des Comités Centraux de tous les Partis communistes.

1^o La déportation administrative de vieux militants par ordre du Guépéou, est tout simplement un nouveau maillon de la chaîne des événements qui ébranlent le P. C. R. Ces événements ont une importance historique immense pour une série d'années. Les divergences de vues actuelles sont parmi les plus importantes parmi celles que connut l'histoire du mouvement révolutionnaire international. Il s'agit en substance de ne pas mener à sa perte la dictature du prolétariat qui fut conquise en octobre 1917. La lutte dans le P. C. de l'U. R. S. S. se déroule en demeurant dissimulée à l'I. C. ; celle-ci n'y participe pas, elle l'ignore même. Les documents principaux de l'Opposition qui sont consacrés aux grandes questions de notre époque continuent à être inconnus de l'Internationale Communiste. Les Partis communistes sont toujours mis en présence des faits accomplis, et ne font qu'apposer leur estampille à des décisions adoptées d'avance. Nous estimons qu'une telle situation repose sur le régime absolument faux en vigueur dans le P. C. de l'U. R. S. S. et dans l'I. C. toute entière.

Le Régime intérieur de l'Internationale

2^o L'âpreté exceptionnelle de la lutte au sein du Parti, qui amena notre exclusion de celui-ci (et actuellement notre exil sans qu'aucun fait nouveau puisse être invoqué pour le motiver), trouve précisément sa cause dans notre aspiration à faire connaître notre point de vue au Parti et à l'I. C. Tant que Lénine était là, une telle activité était considérée comme simplement logique. La discussion se développait à cette époque en se basant sur la publicité et l'examen intégral de tous les documents concernant les questions litigieuses. Faute d'un tel

régime, l'I. C. ne peut devenir ce qu'elle doit être. La lutte pour le pouvoir du prolétariat international contre la bourgeoisie, extrêmement puissante, est encore entièrement à faire. Cette lutte présuppose, du côté des Partis communistes, une direction forte, jouissant d'une autorité morale, et capable d'agir par elle-même. Une telle direction ne peut se créer qu'au cours de nombreuses années, en sélectionnant les représentants les plus fermes, les plus aptes à déterminer leur action d'une façon autonome, les plus conséquents, les plus vaillants de l'avant-garde du prolétariat. Dans l'exécution de leur tâche, des fonctionnaires, même les plus consciencieux, ne peuvent remplacer les guides de la Révolution. La victoire de la Révolution prolétarienne en Europe et dans le monde entier dépend, dans une très grande mesure, de la solution du problème de la direction révolutionnaire. Le régime intérieur de l'I. C. empêche de choisir et d'éduquer une pareille direction. Cela se manifeste surtout d'une façon éclatante par l'attitude des Partis communistes étrangers en présence des processus internes du P. C. de l'U. R. S. S. dont le sort est intimement lié au destin de l'I. C.

3^o Nous, Oppositionnels, avons brisé les normes de la vie du Parti. Pourquoi ? Parcequ'il-légalement, nous avons été dépouillés de la possibilité d'exercer nos droits normaux de membres du Parti. Pour porter notre point de vue à la connaissance du Congrès, nous avons été contraints de prendre sur nous d'utiliser une imprimerie d'Etat. Pour réfuter devant la classe ouvrière la falsification de notre point de vue, et, en particulier, la vile calomnie relative à notre prétendue liaison avec un officier de Wrangél et la contre-révolution en général, nous avons arboré, à la manifestation du 10^e Anniversaire, des pancartes portant les inscriptions suivantes :

« Feu à droite, contre les Koulaks, les Népmen et les Bureaucrates ! »

« Réalisons les dernières volontés de Lénine ! »

« Pour une véritable démocratie dans le Parti ! »

Ces mots d'ordre, incontestablement bolcheviks, furent déclarés non seulement hostiles au Parti, mais contre-révolutionnaires. De nombreux signes montrent qu'il faut s'attendre également à l'avenir à des tentatives de créer de toutes pièces de soi-disant liens entre l'Opposition et les organisations de garde-blancs et de mencheviks dont nous sommes plus éloignés que quiconque.

Pour forger un tel amalgame, point n'est besoin de donner de motifs, pas plus d'ailleurs que pour nous déporter.

Contre le révisionnisme

4^o Dans la déclaration que nous avons adressée au 15^e Congrès, signée des Camarades Smilga, Mouralov, Rakovsky et Radek, nous avons déclaré nous soumettre aux décisions du 15^e Congrès et être prêts à cesser le travail fractionnel. Néanmoins, on nous a exclus et l'on nous déporte à cause de nos opinions. Mais, par dessus tout nous avons déclaré, et nous répétons ici, que nous ne pouvons pas renoncer à nos opinions exprimées dans nos thèses et dans notre plate-forme, car le cours des événements confirme qu'elles sont justes.

5^o La théorie de l'édification du socialisme dans un seul pays a comme tendance essentielle et comme conséquence inéluctable la séparation du sort de l'U. R. S. S. de celui de la Révolution internationale prolétarienne dans son ensemble. Poser ainsi la question, c'est saper, dans le domaine théorique et politique, les fondements mêmes de l'internationalisme prolétarien. La lutte contre cette nouvelle théorie, foncièrement anti-marxiste, créée en 1925, c'est-à-dire la lutte pour les intérêts fondamentaux de l'I. C., a amené notre exclusion du Parti et notre déportation administrative.

6^o La révision du marxisme et du léninisme, dans la question fondamentale du caractère international de la Révolution prolétarienne, provient du fait que la période qui va de 1923 à aujourd'hui, a été marquée par de dures défaites de la Révolution prolétarienne internationale (1923 en Bulgarie et en Allemagne, 1925 en Estonie, 1926 en Angleterre, 1927 en Chine et en Autriche). Ces défaites ont créé à elles seules la possibilité de ce qu'on a nommé la stabilisation du capitalisme, car elles ont consolidé provisoirement la situation de la bourgeoisie mondiale ; par la pression renforcée de celle-ci sur l'U. R. S. S., ces défaites ont ralenti l'allure de l'édification socialiste ; elles ont renforcé les positions de notre bourgeoisie à l'intérieur ; elles ont donné à celle-ci la possibilité de se lier plus fortement à beaucoup d'éléments de l'Appareil d'Etat Soviétique ; elles ont accru la pression de cet Appareil sur celui du Parti, et elles ont conduit à l'affaiblissement de l'aile gauche de notre Parti. Au cours de ces mêmes années, est survenue en Europe une renaissance provisoire de la Social-démocratie, un affaiblissement provisoire des partis communistes, et un renforcement de l'aile droite à l'intérieur de ces derniers. L'Opposition dans le P. C. R., en tant qu'aile gauche ouvrière, a essuyé une défaite en même temps que s'affaiblissaient les positions de la Révolution prolétarienne mondiale.

7^o Si les Partis de l'I. C. n'ont eu aucune possibilité d'apprécier exactement la signification historique de l'Opposition, par contre, la bourgeoisie mondiale a déjà émis son jugement sans ambiguïté. Tous les organes bourgeois, plus ou moins sérieux, dans tous les pays, considèrent l'Opposition du P. C. R. comme leur ennemie mortelle et envisagent au contraire la politique de la majorité actuellement dirigeante comme une transition nécessaire à l'U. R. S. S. vers le monde « civilisé », c'est-à-dire capitaliste.

Le Présidium de l'I. C. devrait, selon nous, rassembler les opinions exprimées par les chefs

politiques et par les organes principaux de la bourgeoisie, en ce qui concerne la lutte intérieure du P. C. R. afin de permettre au 6^e Congrès la possibilité de tirer les conclusions politiques nécessaires sur cette question primordiale.

Les Fautes classiques de l'Opportunisme

8^o Le sort et les leçons de la Révolution Chinoise, Révolution qui constitue un des plus grands événements de l'histoire mondiale, ont été tenus dans l'obscurité, placés hors de discussion, et n'ont pas été assimilés par l'opinion publique de l'avant-garde prolétarienne. En réalité, le Comité Central du P. C. R. a interdit la discussion des questions relatives à la Révolution chinoise. Alors que, sans l'étude des fautes commises, fautes classiques de l'opportunisme, il est impossible de concevoir dans l'avenir la préparation révolutionnaire des partis prolétariens d'Europe et d'Asie !

Indépendamment de la question de savoir sur qui retombe la responsabilité immédiate de la direction des événements de Décembre à Canton, ces événements fournissent un exemple frappant de putschisme, lors du reflux de la vague révolutionnaire. Dans une période révolutionnaire, une déviation vers l'opportunisme est souvent la suite de défaites dont la cause immédiate réside dans une direction opportuniste. L'Internationale Communiste ne peut faire aucun nouveau pas en avant sans avoir tiré préalablement les leçons de l'expérience du coup d'Etat de Canton, en corrélation avec la marche d'ensemble de la Révolution Chinoise. C'est là une des tâches cardinales du 6^e Congrès mondial. Les mesures de répression prises contre l'aile gauche, non seulement ne répareront pas les fautes commises, mais, ce qui est plus grave, n'apprendront rien à personne.

9^o La contradiction la plus flagrante et la plus menaçante de la politique du P. C. R. et de l'I. C. toute entière est constituée par le fait suivant : après 4 années du processus de stabilisation équivalant à un renforcement des tendances de droite dans le mouvement ouvrier, le feu continue à être, comme auparavant, surtout dirigé contre la Gauche. Dans la période qui vient de s'écouler, nous avons été témoins de fautes et de déviations opportunistes monstrueuses dans les Partis communistes d'Allemagne, d'Angleterre, de France, de Pologne, de Chine, etc... Entre temps, l'aile gauche de l'I. C. a été l'objet d'un travail d'anéantissement se poursuivant encore. Il est incontestable qu'actuellement, les masses ouvrières d'Europe s'orientent politiquement vers la gauche, cette orientation s'accomplissant en raison des contradictions inhérentes au processus de stabilisation. Il est difficile de prédire à quelle allure s'accomplira ce développement vers la gauche et quelle forme il prendra dans le proche avenir. Mais l'anéantissement continu des éléments de gauche prépare, pour le moment où s'aggravera la situation révolutionnaire, une nouvelle crise de Direction semblable à celle que nous avons connue pendant ces dernières années en Bulgarie, en Allemagne, en Angleterre, en Pologne, en Chine, etc., etc. ! Peut-on exiger que des révolutionnaires, des léninistes, des bolcheviks, se taisent en face de telles perspectives ?

Les Forces de Thermidor

10° Nous n'estimons pas nécessaire de réfuter à nouveau cette affirmation absolument fautive que nous nierions le caractère prolétarien de notre Etat, la possibilité de l'édification socialiste, ou même la nécessité de la défense inconditionnelle de la dictature prolétarienne contre ses ennemis de classe de l'intérieur et de l'extérieur. Ce n'est pas là-dessus que porte la discussion ; elle porte sur l'appréciation des dangers menaçant la dictature du prolétariat, sur les méthodes de lutte contre ces dangers, et l'aptitude à distinguer entre les véritables et faux amis, les véritables et faux ennemis.

Nous affirmons qu'au cours des dernières années, sous l'influence de causes intérieures et internationales, le rapport des forces s'est modifié d'une manière défavorable pour le prolétariat ; que la place tenue par lui dans l'économie, dans la vie politique, économique et culturelle du pays, s'est amoindrie au lieu de grandir ; nous affirmons que, dans le pays, les forces de réaction thermidorienne se sont consolidées, et qu'en sous-estimant les dangers qui en découlent, ces dangers s'aggravent dans une proportion extraordinaire. En chassant l'Opposition du Parti, l'Appareil, inconsciemment mais avec d'autant plus d'efficacité, rend service aux classes non prolétariennes qui ont tendance à se renforcer et à se consolider aux dépens de la classe ouvrière. C'est à ce point de vue que nous nous plaçons pour juger notre déportation, et nous ne doutons pas que dans un avenir prochain, l'avant-garde du prolétariat mondial portera sur cette question le même jugement que nous.

11° La préparation du 15^e Congrès du Parti, convoqué après un intervalle de deux ans, en violation des statuts du Parti, fut elle-même une manifestation éclatante et grave de la violence croissante de l'Appareil, s'appuyant de plus en plus sur des mesures de répression gouvernementale. De son côté, sans délibération, et brusquant les débats, le 15^e Congrès a adopté une résolution selon laquelle les Congrès se réuniront dorénavant tous les deux ans.

Au pays de la dictature prolétarienne, dont le Parti communiste est l'expression, il apparut, dix ans après la Révolution d'Octobre, qu'il était nécessaire d'arracher au Parti son droit élémentaire de contrôler au moins une fois par an l'activité de ses organes et avant tout de son Comité Central.

Dans les conditions les plus défavorables créées par la guerre civile et par la famine, les Congrès se réunissaient parfois deux fois par an, mais jamais moins d'une fois par an. Alors, le Parti délibérait et décidait réellement sur toutes les questions, ne cessant jamais d'être maître de son sort. Quelles forces contraignent donc maintenant à considérer les Congrès comme un mal nécessaire qu'on cherche à réduire au minimum ?

Ces forces ne sont pas celles du prolétariat. Elles sont la résultante d'une pression étrangère à celui-ci, exercée sur son avant-garde. Cette pression a conduit à l'exclusion de l'Opposition et à la déportation de vieux militants bolcheviks en Sibérie et dans d'autres pays perdus.

12° Nous repoussons l'accusation d'aspirer à

créer un nouveau Parti. Nous disons par avance que les éléments d'un second Parti se rassemblent en réalité à l'insu des masses du Parti et avant tout de leur noyau prolétarien, au point de rencontre des éléments dégénérés de l'Appareil du Parti et de l'Etat et des nouveaux propriétaires. Les pires représentants de la bureaucratie, munis ou non de la carte du Parti, n'ayant absolument rien de commun avec la révolution prolétarienne internationale, se groupent toujours davantage, créant ainsi des points d'appui pour un deuxième Parti qui commence à se dessiner et qui, au cours de son développement, peut devenir l'aile gauche des forces thermidoriennes.

L'accusation selon laquelle, nous, les défenseurs de la ligne historique du bolchevisme, aspirerions à créer un 2^e Parti, sert en réalité inconsciemment à couvrir le profond travail souterrain des forces historiques hostiles au prolétariat. En face de ces processus, nous mettons en garde l'I.C. ; tôt ou tard, un jour viendra où ces processus seront évidents pour tous, mais chaque jour perdu compromet incontestablement le succès de la résistance.

Le Glissement de la Direction vers l'Opportunisme

13° Il faut préparer le 6^e Congrès de l'I. C. selon les voies et moyens par lesquels les Congrès étaient préparés du temps de Lénine : publier tous les documents principaux se rapportant aux questions litigieuses, en finir avec les poursuites contre les communistes coupables seulement d'avoir exercé leur droit de membres du Parti ; dans la discussion devant précéder le Congrès, poser dans toute son ampleur la question du rapport des forces à l'intérieur du P. C. R., ainsi que la question de la ligne politique suivie par ce dernier.

Les questions litigieuses ne se résolvent pas en accumulant les méthodes de répression. De telles mesures peuvent jouer un grand rôle positif lorsqu'elles servent à soutenir une ligne politique juste et à liquider plus facilement les groupements réactionnaires. En qualité de bolcheviks, nous connaissons la valeur des mesures de répression révolutionnaires, et nous les avons appliquées à plusieurs reprises contre la bourgeoisie et ses agents, les S. R. et les mencheviks.

Aussi ne pensons nous pas un seul instant à renoncer à ces mesures, contre les ennemis du prolétariat. Mais nous nous souvenons avec fermeté que la répression dirigée par les partis ennemis contre les bolcheviks est demeurée impuissante. En fin de compte, c'est la politique juste qui triomphe.

Notre déportation à nous, soldats de la Révolution d'Octobre et compagnons d'armes de Lénine, est l'expression la plus claire des changements survenus dans le pays en ce qui concerne les rapports de classes, l'expression la plus claire aussi du glissement de la Direction vers l'opportunisme. Nous n'en restons pas moins profondément convaincus que le fondement du pouvoir des Soviets est toujours constitué par le prolétariat. Il est encore parfaitement possible de remettre en équilibre, de consolider le système de la dictature prolétarienne, en modifiant radicalement la ligne de conduite, en réparant les fautes, en appliquant de profondes réformes, sans de nouveaux

ébranlements révolutionnaires. Cette possibilité deviendra réalité si l'I. C. intervient énergiquement. Nous faisons appel à tous les Partis communistes, ainsi qu'au Congrès mondial, en demandant instamment que toutes les questions soient examinées en pleine lumière et avec l'entière participation des masses du Parti. Aujourd'hui, plus que jamais, le Testament de Lénine retentit comme une prophétie. Nul ne sait combien de temps la marche historique des événements nous laisse encore pour corriger les fautes commises. Nous nous soumettons à la force, nous quittons nos fonctions dans le Parti et dans les Soviets pour un bannissement insensé et sans but. Mais nous ne

doutons pas un seul instant, non seulement que le Parti aura encore besoin de chacun d'entre nous, mais encore qu'à l'heure des grands combats imminents, chacun de nous reprendra sa place dans les rangs du Parti.

Nous demandons au 6^e Congrès de l'Internationale Communiste de nous réintégrer dans le Parti.

TROTSKY, RAKOVSKY, RADEK, SMILGA I. N. SMIRNOV, VALENTINOV, SEREBRIKOV, BELODORODOV, PREOBRAJENSKY, MALIOUTA, ELTSINE, VAGANIANE, EITCHENKO, NEVILSON, et d'autres vieux bolcheviks.

La dernière pirouette de Rappoport

Le Rappoport a été durement touché par notre dernier article, et il accuse le coup dans l'*Humanité* du 29 janvier. Incapable de répondre sur le plan politique qui était celui de notre attaque, il exhale sa rancœur, et, perdant tout sang-froid, il s'essaye à l'invective. Mais l'invective, pour être efficace, réclame une certaine grandeur ; c'est un genre qui ne convient pas au Clown de la Révolution : le bonhomme perdra tout s'il veut forcer son talent ; qu'il se contente d'être comique...

Dans son inconscience, il prétend que le papier qui a motivé notre intervention « ne contient aucune attaque personnelle, aucun adjectif malsonnant pour les hommes de l'Opposition russe. »

Qu'on en juge !

D'après lui, les chefs de l'Opposition seraient des petits bourgeois capables de briser pour des raisons personnelles (des « injustices ») la discipline de leur Parti, qu'auparavant « ils appliquaient aux autres avec dureté, avec cruauté même. » (Pourquoi Rappoport ne précise-t-il pas cette insinuation venimeuse ?). D'après lui, Trotsky aurait adopté dans la question de la paix, une position analogue à celle des agents de l'impérialisme ; Trotsky aurait toujours fait une opposition « plus ou moins ouverte » à la Nep dont il se déclarait partisan. Ce sont là, n'est-ce pas, choses toutes naturelles, n'ayant rien de « malsonnant », pour un Rappoport.

Rappoport qui se classe lui-même — c'est une sage initiative, car personne autre n'y penserait — « parmi les militants qui ont donné toute leur vie à l'action révolutionnaire sans y mendier des places ou des honneurs », n'est pas de ceux qui sont capables

de faire de l'Opposition pour une « injustice » personnelle ou, tout au moins, s'il le fait, comme après son débarquement de l'*Humanité* de Strasbourg, c'est avec précaution, avec adresse, en agaçant une sournoise campagne de dénigrement personnel contre la direction de son parti, à tel point que, malgré ses avances, l'Opposition s'écarterait déjà avec dégoût du visqueux personnage.

Rappoport ne voit aucun mal pour un militant à faire « une opposition plus ou moins ouverte » à une politique dont on se déclare officiellement solidaire : c'est même le seul genre d'opposition qu'il ait jamais pu pratiquer.

Ce que nous avons écrit de Rappoport subsiste, et ses grossièretés n'y changeront rien. C'est un fait qu'il prend toujours position après la bataille. C'est un fait qu'il soutient Staline quand Staline paraît vainqueur, et qu'il n'a jamais critiqué Trotsky quand Trotsky était en face de lui.

Aujourd'hui, s'il fait le matamore dans l'*Humanité*, c'est qu'il y trouve le double avantage de remettre ainsi le pied à l'étrier et de mentir sans risquer la contradiction.

N'en doutez pas, Rappoport sera utilisé par nos staliniens comme porteplume contre l'Opposition ; ce pseudo-marxiste fulminera contre le « béotien doublé d'un ignorant » (sic) que recèle tout oppositionnel, il mettra sans honte sa « dialectique » inspirée de Victor-Hugo (mais oui !) au service d'un Sémard, qui, Secrétaire général du Parti, se vantait au Congrès de Clichy de n'avoir pas lu Marx, de s'y être « cassé la tête »...

Un mot, pour terminer, sur la « Réponse » de Rappoport : Ne trouvant point d'argu-

ment *politique*, il s'est borné à des attaques *personnelles*, les plus vulgaires et les plus usées : profession, famille, mariage, rien n'y manque, et c'est très bien ainsi. Il ne nous déplaît pas de retrouver sous la plume d'un valet de Staline le même genre d'injures que nous vaut, depuis de nombreuses années, de la part des adversaires du communisme (voir l'*Egalité*, le *Journal du Peuple* et autres

feuilles réformistes), notre travail au service du Parti.

On ne peut que se réjouir de servir de cible à un Rappoport : C'est un bon signe d'être pris pour un non-marxiste par l'homme qui a écrit : « La garde rouge de Lénine-Trotsky a fusillé Karl Marx », c'est un honneur d'être injurié par l'insulteur de Lénine.

M. P.

Réponse d'un ouvrier à Rappoport

Le grand théoricien (?) et militant révolutionnaire (?) Rappoport, oublie trop facilement son passé et ses différentes controverses pour se permettre aujourd'hui de prendre position dans la lutte d'idées qui sépare la vieille garde bolchevique de la fraction majoritaire de Staline.

Dans son « papier » du dimanche 22 janvier (*Humanité*) sur les « trois pierres angulaires », il nous dit ceci avant de prendre les pierres : « Est-il permis de s'armer des services rendus à la classe ouvrière dans le passé pour détruire l'œuvre édiflée dans des difficultés passant toute imagination ? ». *Je sais tout* n'a oublié qu'une chose, c'est de lire la plate-forme politique de l'Opposition russe, car il aurait vu que pas un seul instant, nos camarades ne parlent de leur passé et des services rendus, mais qu'ils analysent la situation du prolétariat, de la Révolution et de sa dictature, en font la critique saine et apportent les remèdes nécessaires à la situation présente. La vanité et l'orgueil de sa personne, sont peut-être des « qualités » qui appartiennent à Rappoport, mais elles ne peuvent pas être l'attribut de nos camarades bolcheviks.

Prenons la première pierre qui marque, d'après lui, la défaite de l'Opposition : « La révolution de Novembre a triomphé parce que Lénine et ses amis dont Zinoviev et Kamenev, avaient su organiser un parti homogène... et une discipline de fer. » Confirmation de sa non lecture des documents de l'Opposition ; une petite citation pour éclairer sa lanterne : « Nous avons besoin d'une discipline de fer dans le Parti comme au temps de Lénine. Tout le Parti, du haut en bas, à la manière bolchevique, doit être idéologiquement et organiquement une force collective fortement soudée, participant réellement et non officiellement, en bloc, à la

solution de toutes les questions qui se posent devant le Parti, devant la classe ouvrière et le pays tout entier. » (Déclaration des 83). Rappoport sait trop bien que dans l'Internationale de Staline, la démocratie n'existe pas, et que, par conséquent, la discipline des opportunistes c'est quelque chose que des révolutionnaires et des communistes sincères ne peuvent accepter. Permetts-moi de te dire que ta première pierre, pour un théoricien de ta force, est bien légère.

Deuxième pierre : « Notre victoire en Russie est due, en seconde ligne, à la lutte contre la guerre et l'établissement de la paix... à laquelle ne pouvaient se décider ni les socialistes révolutionnaires, ni les mencheviks, ni Trotsky lui-même, etc. »

Rappoport crée la confusion et il oublie complaisamment d'ailleurs, de nous parler de l'alliance de Boukharine avec les Socialistes-révolutionnaires ; mais même au moment de la paix de Brest-Listovk, les divergences existantes se réglaient sans mettre en péril l'unité du Parti ; c'est vrai qu'à ce moment là notre maître Lénine était encore parmi nous ; aujourd'hui, nous n'avons plus pour le remplacer que celui qu'il a condamné si vigoureusement dans son Testament. Mais, pour des raisons intéressées, ce sont des choses qui ne comptent pas, n'est-ce pas Rappoport ?

Troisième pierre : « Si la Révolution de Novembre a pu survivre, c'est grâce à la souplesse géniale de Lénine. »

C'est vrai, le génie politique et militaire de Trotsky, c'est quelque chose qui ne compte plus, depuis qu'il est un oppositional. Je demande à Rappoport et à ses amis si, comme Trotsky, ils possèdent un ordre en blanc avec en bas l'estampille de Lénine ; c'est une marque de confiance que Lénine a donnée à

Trotsky et qu'il n'a jamais accordée à aucun autre.

Permetts à un ouvrier de te dire : je croyais que les voyages formaient la jeunesse, mais je m'aperçois que le tien ne t'a rien enseigné, si ce n'est la calomnie et la malhonnêteté politique. Du sort des ouvriers, tu ne nous parles pas. Ton « papier » c'est l'exécution d'un ordre, ta plume a obéi aveuglément à l'ordre et, quand tu te permets dans l'*Humanité* du 29 janvier, d'insinuer et d'insulter un camarade, je te répondrai : « N'insulte pas qui veut ! », car des « fils à papa » comme celui-là, la classe ouvrière n'en possède pas suffisamment, et des écureuils comme toi, elle en possède de trop. Si ta mémoire est courte, permets-moi de la rafraîchir.

Rappoport écrivait le 24 janvier 1918, (*Journal du Peuple*) : « Lénine vient, par un coup de force, de renverser, non seulement la Constituante, mais aussi et surtout sa propre doctrine : le programme socialiste international. La garde rouge de Lénine-Trotsky a fusillé Karl Marx, dont les chefs du bolchevisme se réclament à chaque instant contre les opportunistes du militarisme. C'est la course folle à l'abîme. C'est du blanquisme à la sauce tartare ! C'est le suicide de la Révolution. On ne joue pas ainsi avec les lois fondamentales d'un pays libre. » Et sa conclusion était celle-ci : « En chassant la Constituante, Lénine compromet son œuvre de paix, la seule qu'il aurait pu invoquer pour

justifier sa dictature. Aucun gouvernement, digne de ce nom, ne voudrait négocier avec un homme qui se dresse contre la majorité de la nation. »

Voici une des idées de Rappoport, il y en a comme cela pas mal. Prenons-en une plus récente : dans sa lettre à Sémard, du 12 octobre 1926, il se plaint de toutes les misères qu'on lui aurait faites et qu'il appelle des « actes de vandalisme contre le Parti » (!), et il conclut : « J'attendrai patiemment la suite »...

Ce « j'attendrai patiemment » est vraiment délicieux : Lorsque Rappoport n'était pas satisfait *personnellement*, il savait à ce moment là découvrir les fautes du Parti, puis, patiemment, il a attendu : il a eu le temps de réfléchir, il a vu de quel côté était son intérêt, et, alors, il a accepté de donner des gages à ceux avec qui hier il était encore en désaccord ; il a simplement réalisé cette petite opération de sortir de la poêle pour en attrapper le manche. Mais, concluons : Tant que la majorité n'aura que des Colomer, des Rappoport pour défendre sa ligne opportuniste et approuver les déportations, l'Opposition est sûre du succès et du triomphe de sa ligne léniniste, car la classe ouvrière n'a nulle considération pour les pantins et les marionnettes : en voilà quelques spécimens pour lesquels nous ne pouvons avoir que du mépris.

Marcel ROY.

DEVANT THERMIDOR

(Extrait de la Plate-forme de Sapronov, Smirnov, Oborin, Kalin, etc.)

Les Questions du Travail

Lors de la discussion de 1923, le Comité central, impressionné par les grèves qui éclatèrent à cette époque, et pour s'attirer la sympathie de la classe ouvrière, admit et insista, dans les résolutions de la 13^e Conférence et du 13^e Congrès sur « l'orientation vers une augmentation des salaires proportionnelle au relèvement de l'industrie et de la productivité du travail. » Cette décision, qui était en contradiction flagrante avec la ligne suivie dans la politique économique, c'est-à-dire avec la croissance modérée de l'industrie et avec la politique des prix pratiquée par le Comité central, resta pourtant sur le papier.

L'industrie, forcée par cette politique de faire baisser ses prix de revient, suivit la voie où elle rencontrait le moins de résistance, en faisant pression sur l'ouvrier ; à partir de l'automne de 1924, simultanément à la cam-

pagne conduite sous le mot d'ordre : « Face au village ! » une autre était menée avec plus d'énergie et de pression sur la classe ouvrière, pour augmenter la productivité du travail (en réalité, pour accroître l'intensité de celui-ci) ; en même temps, les salaires, non seulement ne montaient pas en proportion, mais ils diminuaient même quelque peu. *La politique des « bas » prix, qui rapporta avant tout des bénéfices aux spéculateurs, eut une répercussion nuisible non seulement sur l'allure du développement industriel, mais également sur la situation des ouvriers.*

« L'orientation vers une augmentation des salaires proportionnelle au relèvement de l'industrie et de la productivité du travail » fut jetée par-dessus bord, dès que l'opposition fut matée.

Dans le but d'accroître la productivité du travail, on

eu recours à une vaste escroquerie, en augmentant systématiquement les tâches quotidiennes exigées de l'ouvrier tout en diminuant simultanément le prix du travail aux pièces. Ces modifications des quantités de travail à effectuer et des prix payés pour celui-ci, furent généralement appliquées de façon à réduire fortement les salaires. Cela devait inévitablement amener des conflits entre les ouvriers et l'Etat soviétique, et saper l'autorité de celui-ci.

La première campagne pour le « relèvement de la productivité du travail », se termina par une épidémie de grèves, qui commença en janvier 1925, et prit déjà, au cours du printemps, un caractère de mouvement de masses. Sous l'effet de cette pression, un « cours nouveau » fut décrété au printemps 1925. Les salaires montèrent jusqu'en août, environ de 25 %, sans toutefois atteindre le niveau d'avant-guerre. Mais à cet instant, l'augmentation des salaires réels s'arrêta ; ils sont à présent même inférieurs à ceux de l'automne 1925. Malgré l'arrêt de la hausse des salaires, la pression tendant à obtenir un travail plus intense continuait.

La fixation des tâches quotidiennes se fait en constatant la quantité de travail maximum fournie par les ouvriers les plus forts, et en imposant celle-ci comme une règle pour la généralité. Le contrôle des pièces usinées devient de plus en plus exigeant, tandis que les prix payés restent stables ou même diminuent parfois. Il s'ensuit que pour des salaires qui, même d'après des calculs très optimistes, ne dépassent pas le niveau de ceux d'avant-guerre, avec un outillage inférieur à celui de cette époque, la quantité de travail fournie par un ouvrier dépasse sensiblement celle fournie avant la guerre, en montant fréquemment directement jusqu'au double et au dessus. Cela amène un véritable dépérissement physique des ouvriers et une augmentation du nombre des invalides.

D'octobre 1924 à octobre 1926, en contradiction totale avec la résolution de la XIII^e conférence, la quantité de travail fournie par ouvrier augmentait de 77,5 %, tandis que les salaires journaliers ne montaient que de 26 % et les salaires mensuels de 15 %. Actuellement, la dernière décision du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. a annulé officiellement cette résolution, d'après le texte suivant :

« Dans les entreprises où des perfectionnements de la technique et de l'organisation de la production ont été réalisés, les tâches de travail quotidien et les prix des travaux aux pièces doivent être révisés conformément aux résultats atteints grâce à ces perfectionnements, cette révision ne doit pas toutefois entraîner une diminution des salaires journaliers payés avant l'introduction de ces améliorations, mais doit au contraire rendre possible un nouvel accroissement des salaires pour une intensité de travail plus grande. »

Ainsi, il est ouvertement admis que l'ouvrier ne peut recevoir un plus grand salaire qu'en fournissant une plus grande quantité de travail. Ainsi, de l'avis du Comité Central du Parti Communiste de l'U. R. S. S., l'augmentation de la richesse sociale résultant du développement de la technique n'a rien à voir avec l'ouvrier ; il n'a pas de part à revendiquer dans cet accroissement. Le Comité Central affirme en phrases, par l'intermédiaire des théoriciens de l'école de Boukharine, que la main-d'œuvre a déjà cessé d'être une marchandise, mais en fait, il érige le salariat d'après des principes strictement capitalistes.

Le débit de la vodka (eau-de-vie) à 40° a causé les plus grands dommages à la classe ouvrière. Les bas salaires et le grand effort exigé dans le travail créent des conditions particulièrement favorables à l'alcoolisme. Les absences au travail ont manifestement augmenté. Non seulement l'ouvrier doit payer « l'impôt des buveurs » au détriment de ses autres besoins, non seulement il s'empoisonne par l'alcool, mais encore il perd une partie de son gain à la suite des absences au travail. Le débit de la vodka a eu une répercussion particulièrement nuisible sur la jeunesse ouvrière. L'extension des revenus de l'Etat se fait au détriment de la santé et des salaires du prolétariat.

Le bas niveau des salaires ne permet pas à l'ouvrier de rendre son habitation quelque peu supportable. C'est là une des causes principales de la crise du logement et de la diminution systématique de la superficie habitable occupée par les travailleurs, qui progresse d'année en année. La construction et l'entretien des maisons se font à perte (surtout pour les ouvriers). On tente d'améliorer la situation en subventionnant d'une part la construction des habitations aux frais de l'Etat (dans une mesure infime par rapport aux besoins), en augmentant d'autre part les loyers sans relever simultanément les salaires. (Nous devons signaler à ce sujet que l'index de la consommation des ouvriers ne tient pas compte des loyers qui sont en progression continue). Le loyer est donc trop élevé comparativement au salaire de l'ouvrier, et constitue pour lui un fardeau trop lourd ; d'autre part, il est trop bas par rapport aux dépenses nécessaires à l'entretien ; l'ouvrier est ainsi obligé d'habiter des taudis. Il en va pour lui dans ce cas comme dans beaucoup d'autres : il reçoit « bon marché » une marchandise inutilisable.

2° LE REGIME DES ECONOMIES ET LA SITUATION DANS L'USINE

« Le régime des économies » s'est également transformé en une oppression de l'ouvrier : On enlève aux ouvriers les indemnités de déplacement en tramway, on réduit les dépenses pour les crèches et les autres besoins culturels. Pour combattre les absences au travail, on a trouvé bon d'appliquer un système de punitions, qui prévoit le licenciement de l'ouvrier pour le moindre retard. Les caisses d'assurances restreignent le nombre des jours payés de maladie, et refusent le paiement sous prétexte que le malade n'aurait soi-disant pas observé les prescriptions du médecin, ou bien elles proposent à celui qui est en état d'incapacité de travail, de passer à une besogne plus « facile ». « Cette variété du régime des économies a pris à Moscou l'ampleur d'une épidémie. On peut se représenter aisément comment les caisses de province travaillent dans ce domaine ». (Troud 15-3-27. « Les économies sur les assurés »). Une autre forme du régime des économies se manifeste par la réduction des dépenses destinées aux mesures de protection contre les accidents. En cas de manque de ressources pour les travaux d'installation, ce sont les frais causés par la protection du travail qui sont diminués en premier lieu. « Le nombre des accidents dans les entreprises augmente. Il fut enregistré par exemple dans les usines et ateliers de Moscou en 1927, 2.775 accidents, il y en avait déjà 6.111 en 1926. D'après les données de l'Office Central de statistiques il se produisit au cours du premier trimestre de 1925, pour 100.000 journées de travail, 22 accidents entraînant l'incapacité de travail ; il y en eut

24 pendant le second trimestre, 29 pendant le troisième, 33 au cours du quatrième, etc. (Troud 8-3-27. « Le nombre des accidents croît »).

Malgré le chômage, le système des heures supplémentaires est appliqué dans une très large mesure (le Commissariat du Peuple au Travail refuse très rarement son autorisation) ainsi que celui de l'embauche à « titre provisoire ». Ces ouvriers embauchés provisoirement ont des conditions plus dures au point de vue préavis et indemnité de licenciement que les ouvriers titulaires (ces derniers ont droit à un préavis et à une indemnité de licenciement de deux semaines, les premiers, par contre, n'ont droit qu'à un préavis de un à trois jours et une indemnité de licenciement proportionnelle).

En fait, les ouvriers provisoires ne se distinguent toujours des autres qu'en ce sens qu'ils sont renvoyés après l'expiration de leur temps pour quelques jours et ensuite de nouveau embauchés à « titre provisoire ». Cet abus est la cause de ce qu'on appelle la « mobilité » de la main-d'œuvre ; d'après les renseignements fournis par le Commissariat du Peuple au Travail, le cycle du renouvellement complet du personnel de l'usine est accompli en moyenne en 10 mois, c'est-à-dire que le nombre des ouvriers nouvellement embauchés en une année dépasse celui des travailleurs occupés. Les ouvriers qualifiés sont supplantés par des non-qualifiés, et les salaires baissent. Au lieu de lutter contre cet état de choses, le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central Exécutif des Soviets de l'U. R. S. S. prolongent le délai maximum autorisé pour l'embauche à titre provisoire en l'étendant de un à deux mois, créant ainsi des bases favorisant les abus.

Dans le domaine du règlement de l'ordre intérieur des usines et des ateliers, le pouvoir illimité de l'administration (direction de l'entreprise) prend de plus en plus le dessus, elle a le droit exclusif de congédier les ouvriers pour manque, sans qu'il soit possible de faire appel. L'embauche des ouvriers est également faite par l'administration, la fonction du comité d'usine se réduit à enregistrer les hommes nouvellement embauchés. Cela amène les ouvriers à corrompre les contre-maîtres. Pour cette raison, les relations entre ceux-ci et les travailleurs se rétablissent de nouveau sous l'aspect qu'elles avaient avant la Révolution.

Au lieu d'attirer graduellement les ouvriers vers la direction des entreprises, le pouvoir de l'administration et la discipline mécanique se consolident. Il n'est pas tenu compte des indications des conférences de production et des ouvriers signalant les fautes parfois catastrophiques commises dans la production, ou, ce qui est pire on cherche à les expliquer par l'esprit de querelle. Par contre, un contre-maître est considéré comme bon s'il n'est pas en bonnes relations avec le syndicat (Kalinine). La fixation des prix des travaux aux pièces est complètement et entièrement laissée au contre-maître. La situation à l'intérieur de l'usine se rapproche de plus en plus de ce qu'elle était avant la Révolution.

3° LES SYNDICATS ET LA DEMOCRATIE OUVRIERE

Le rôle et les tâches des syndicats, en présence des rapports créés par la nouvelle politique économique, ont été définis avec une clarté absolue aux X^e et XI^e Congrès du Parti. « La méthode principale à employer dans le travail des syndicats est non pas celle de l'obligation,

mais bien celle de la persuasion », dit le paragraphe 6 de la résolution du X^e Congrès : « Du rôle et des tâches des syndicats ». « Les méthodes de la démocratie ouvrière qui avaient été fortement entamées pendant les trois années de la plus cruelle des guerres civiles, doivent être avant tout rétablies avec la plus grande extension dans le mouvement syndical. C'est avant tout dans les syndicats qu'il faut restaurer le principe électif de désignation de tous les fonctionnaires. La méthode par laquelle on imposait des rouages syndicaux doit être abolie.

Le syndicat doit s'édifier suivant le principe du centralisme démocratique. En même temps, il est particulièrement nécessaire de lutter systématiquement et avec une énergie extrême dans les organisations ci-dessus désignées, contre les déviations du centralisme, militarisme, et des formes militaires de l'activité devenant du bureaucratisme et du mouchardage ».

En outre, le XI^e Congrès du Parti, établit que la réorganisation des entreprises étatisées sur des bases commerciales « fait naître inévitablement une certaine opposition d'intérêts dans les questions du travail entre les masses ouvrières et les directeurs, les administrateurs des entreprises étatisées et les autorités » ; il en conclut : « Dans les entreprises étatisées socialisées (cela va évidemment de soi pour les usines en concession et celles des personnes privées) le devoir absolu des syndicats est de représenter les intérêts des travailleurs ». (Du rôle et des tâches des syndicats. Paragraphe 3.)

Le même Congrès du Parti déclara qu'il était admissible d'appliquer la grève dans les entreprises étatisées, toutefois en faisant la réserve suivante : « L'application de la méthode de la lutte par la grève dans un Etat prolétarien ne peut être expliquée et justifiée autrement que par la corruption bureaucratique et les autres survivances du passé capitaliste dans ses institutions » (même Résolution, paragraphe 4).

Ces décisions qui définissent avec une netteté complète le rôle des syndicats dans le système de la dictature prolétarienne, sont à présent depuis longtemps oubliées.

Le Parti et les syndicats prennent aveuglément sous leur protection toutes les mesures adoptées par les administrateurs, au lieu de combattre les abus bureaucratiques des organes économiques de l'Etat, ils en deviennent ainsi en fait les agenis. Cette déviation totale des fonctionnaires du Parti et des syndicats laisse les ouvriers sans protection ; elle discrédite ainsi ces organisations aux yeux de la classe ouvrière comme le constatait le camarade Tomski, dans son discours au XIV^e Congrès du Parti. Une attitude indifférente, parfois même hostile du prolétariat envers les syndicats apparaît comme un phénomène se produisant dans une masse de cas. Les Assemblées du personnel des usines ne sont pas volontiers fréquentées ; elles ne le sont souvent que grâce à la pression administrative (fermeture des portes de l'usine). L'intérêt envers les conférences de production faiblit. Les ouvriers s'entendent en dehors des organisations syndicales pour ne pas dépasser les normes de travail prescrites.

En cas de conflit entre administrateurs et ouvriers, ces derniers n'ont aucune possibilité d'appliquer la grève, même après avoir eu recours à toutes les autres mesures. Il y a plus : dans la résolution du XIV^e Congrès du Parti sur le travail des syndicats, on a trouvé nécessaire d'admettre que le droit appartenant aux syndicats de faire appel à l'arbitrage de l'Etat soit également recon-

nu à l'autre partie, c'est-à-dire aux organes économiques de l'Etat. De cette façon, un tel organe qui auparavant était forcé par le syndicat dans chaque conflit de se soumettre au jugement de l'arbitrage, peut maintenant indépendamment des syndicats faire examiner le cas par cette institution. C'est pour cela qu'habituellement pendant les grèves, des comités illégaux de grève sont élus. Il y a déjà eu également des tentatives de créer des syndicats clandestins (par exemple sous la forme de caisses de légitime défense).

La lutte des ouvriers pour améliorer leur position, qui est inévitable dans une atmosphère de contradictions croissantes, se passe hors du parti et des syndicats, elle se dresse même contre ceux-ci ; elle est ainsi entraînée dans le sillage des organisations contre-révolutionnaires, qui comprennent très bien la gravité de cette situation.

Les rapports entre syndicats et Parti ont également un caractère complètement déformé. Malgré le nombre infini de décisions proclamant que « la mesquine mise en tutelle est inadmissible » depuis la liquidation des derniers restes de la démocratie à l'intérieur du Parti après la discussion de 1923, les rouages syndicaux ont été privés de toute autonomie ; la direction immédiate de la besogne syndicale a été concentrée entre les mains des organes du Parti. Le choix des fonctionnaires syndicaux se fait sur la base de la « docilité ». Finalement, les institutions du Parti, au lieu de conserver la direction générale des syndicats, ont commencé en fait à substituer à ceux-ci leurs fractions syndicales.

Il en résulte un enchaînement : le Parti est bureaucraté — les syndicats sont bureaucratés, les deux se transforment en organes auxiliaires de l'organisation de

l'Etat-patron — il se forme un front unique entre les organes des syndicats des administrateurs et du Parti, contre le prolétariat sans parti — de leur côté, les ouvriers sans parti tentent de former un front unique contre toutes ces organisations. Les syndicats ont cessé d'être des organisations « protégeant les ouvriers contre leur Etat et protégeant notre Etat par les ouvriers ». Ils ont cessé d'être l'école du communisme.

De cette façon, la structure des syndicats devient de plus en plus bureaucratique. L'adhésion à ceux-ci se réduit à une simple formalité, on entre dans les syndicats pour trouver du travail ou pour posséder une certaine garantie contre le renvoi en cas de réduction du personnel. Le principe électif des rouages syndicaux n'est également plus qu'une question de forme. Etant donné les rapports existant actuellement au sein du Parti, entre le Parti et les syndicats, et entre les syndicats et la masse ouvrière, la nomination des membres dirigeant la fraction syndicale est en fait simplement imposée. Les syndicats souffrent de tous les vices de l'organisation bureaucratique, depuis l'absence chez leurs membres d'une opinion personnelle, jusqu'au détournement des fonds syndicaux.

Dans l'ensemble, nous reculons au point de vue de la démocratie ouvrière, tandis que l'activité des classes non prolétariennes s'étend.

4° LE CHOMAGE

L'allure insuffisante de l'industrialisation est cause d'un nouvel accroissement du chômage. Le développement de celui-ci s'est produit dans les grandes lignes comme suit :

NOMBRE DES CHOMEURS ENREGISTRES

	Total		Ouvriers industriels (qualifiés et semi-qualifiés)		Ouvriers non qualifiés et occasionnels (*)		Ouvriers industriels non qualifiés et occasionnels		Ouvriers occupés dans les entreprises	
	en 1.000	en %	en 1.000	en %	en 1.000	en %	en 1.000	en %	en 1.000	en %
1-10-25	920	100	142,2	100	485,1	100	698,3	100	2.034,5	100
1-10-26	1.070	110	182,77	128,5	589,6	121,3	777,3	123,9	2.279,2	112
1-12-26	1.254	136	206,1	144,9	668,5	137,5	874,5	138,6	2.285,5	112
1-4-27	1.455	158								

(*) Sans compter les intellectuels.

Nous voyons que le nombre des chômeurs s'accroît plus rapidement que celui des ouvriers. Avec cela, c'est le chiffre des chômeurs de l'industrie qui augmente le plus vite. Cela montre qu'il ne s'agit pas seulement du fait que beaucoup de chômeurs sont éliminés des campagnes. L'essentiel est que nos entreprises profitent de cet afflux d'ouvriers venant des villages, en cherchant à remplacer la main-d'œuvre qualifiée par des travailleurs à meilleur marché, qui en foule, arrivent des champs. C'est seulement ainsi que l'on peut expliquer comment le nombre des ouvriers chômeurs qualifiés augmente plus rapidement que celui des non-qualifiés, en présence de l'augmentation, réduite il est vrai, mais néanmoins réelle des travailleurs.

Depuis le début de l'année économique en cours, le

chômage s'est considérablement intensifié. Cet accroissement est en rapport direct avec le fait que l'extension du nombre des ouvriers occupés dans l'industrie s'est beaucoup ralentie au cours de cette année. Déjà, le plan de l'industrie, établi par le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale ne prévoyait qu'une augmentation des effectifs ouvriers de 136.000, mais il n'y avait pas été tenu compte de la « rationalisation ». En réalité, le chiffre des ouvriers industriels ne s'était accru au cours du premier semestre que de 61.000, mais en avril, il se produisit une diminution de 38.000.

Dans ces circonstances, les administrateurs se trouvaient en présence d'un dilemme ; ou bien ils devaient renoncer à la « rationalisation », ou congédier les ouvriers. Ils ne purent se résoudre à cette dernière solu-

tion. Le problème devint tellement grave, que tous les débats concernant le plan industriel lors de la séance plénière de Février se concentrèrent sur la « répugnance » des ouvriers envers la rationalisation. Au lieu de rejeter ce plan comme insuffisant et de proposer de le remanier, le Comité Central ordonna simplement de licencier les travailleurs. Les décisions se rapportant à la rationalisation de la production disent : « Au cas où une entreprise donnée, en perfectionnant le côté technique de sa production et son organisation, ne peut en même temps s'agrandir, ou bien lorsque le personnel dépasse en nombre les besoins de l'entreprise, il est nécessaire de libérer celle-ci du surplus de la main-d'œuvre ».

En même temps, une instruction fut donnée au Commissariat du Peuple du Commerce et à celui de l'Intérieur, d'avoir à élaborer une loi sur « l'introduction du système des contrats de logement », sur « la jouissance des habitations appartenant aux usines pendant un délai déterminé, à l'expiration duquel les ouvriers doivent évacuer les logements » et sur « l'évacuation complète des locaux des usines et des ateliers par toutes les personnes ne travaillant pas à l'entreprise considérée ». En outre, le Comité Central estima qu'il était nécessaire de limiter à trois jours par mois le délai toléré d'absence au travail sans motif valable.

Ainsi, le Comité Central, en face du chômage croissant, songe seulement au moyen de libérer les entreprises de la main-d'œuvre superflue. Ordre est donné à l'administration de congédier les ouvriers en considérant les trois jours d'absence au travail « sans motif valable » comme une raison suffisante pour licencier. Que deviendront ces ouvriers « libérés » ? Le Comité Central ne répond pas à cette question. Il se borne simplement à une phrase : « Le plan du développement de l'industrie doit prévoir une telle extension de la production, le nombre total des ouvriers doit non pas diminuer mais augmenter ». Pourtant il ne s'agit pas seulement du fait que le nombre des ouvriers ne diminue pas, il s'agit bien plus de ce que l'accroissement de la main-d'œuvre disponible a une allure plus rapide que celui de la quantité des ouvriers occupés dans l'industrie. Le Comité Central, en exigeant simplement l'augmentation des effectifs ouvriers, sans expliquer quelle proportion cette augmentation doit avoir pour que le chômage se réduise, reconnaît ainsi que, par sa politique, il ne peut pas résoudre le problème du chômage.

Comme palliatif, le Comité Central accorde seulement aux chômeurs licenciés par suite de la rationalisation une augmentation de l'indemnité de licenciement se montant à un et demi à 3 mois de salaire mensuel. Il ne prononce pas une seule parole pour restreindre les heures supplémentaires pratiquées chez nous, ce qui pourrait réellement endiguer le chômage. Il ne dit pas un seul mot en faveur de l'amélioration des secours aux sans-travail, quoique le chômage prenne chez nous le caractère d'une véritable catastrophe. Au contraire, le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. promulgue de nouveaux règlements concernant l'enregistrement des chômeurs, qui permettent de les radier des Bourses du Travail (*) et les priver de subsides : s'ils refusent sans motif valable le travail qui leur est proposé ; s'ils ne veulent pas accepter la besogne offerte, qui leur est

(*) Expression habituellement employée en Russie pour désigner les offices de placement.

dévoilé sans être de leur métier ; s'ils refusent le travail offert dans des collectivités de production pour chômeurs ou dans les travaux publics ; si des ouvriers célibataires prétendent ne pas travailler dans une autre localité ; cette mesure s'étend également aux travailleurs ayant une famille peu nombreuse au cas où un logement peut être mis à leur disposition dans leur nouveau lieu de travail. (Troud, n° 52, 4-3-27.)

Les mesures concrètes adoptées, en présence du chômage croissant dans des proportions énormes, se bornent à libérer les ateliers des ouvriers « en surplus », à restreindre l'enregistrement des chômeurs dans les Bourses du travail et à réduire les dépenses faites pour soutenir les sans-travail.

CONCLUSIONS

Derrière cette situation de fait, se dissimule le plus grand des dangers, à savoir : la rupture entre les ouvriers et l'Etat des Soviets. Il ne subsiste aucun doute sur le fait que l'état d'esprit anti-soviétique s'accroît de plus en plus parmi les ouvriers. Il est impossible d'en triompher, ni par l'agitation ni par la répression. La masse ouvrière n'éprouve le sentiment d'être une classe dominante, non seulement théoriquement mais aussi pratiquement, que quand sa situation matérielle s'améliore, quand sa participation à la direction de l'Etat et à la production s'étend. C'est pour cela qu'en aucun cas, sous la dictature du prolétariat, on ne peut mettre à l'arrière-plan le problème de l'amélioration de la situation des ouvriers et traiter avec mépris les soi-disant « intérêts corporatifs » du prolétariat. L'ouvrier vivant dans des conditions de culture et de dignité humaine est une des conditions de l'existence de la dictature du prolétariat au même titre que le développement de l'industrie. Si ce point est perdu de vue, il s'ensuit que l'ouvrier se trouve en opposition avec l'Etat, qu'il est plus sujet à être contaminé par l'influence petite bourgeoise, qu'il a une attitude passive envers l'édification du socialisme. Cette attitude est d'autant moins admissible dans les circonstances présentes, où, grâce à la politique du Comité Central, il se crée parmi les ouvriers un sentiment de désillusion et de méfiance envers le pouvoir soviétique.

Lorsque le camarade Staline, au V^e Congrès des Jeunesses Communistes de l'U. R. S. S., affirme au sujet de la « rationalisation » que « chez nous aucun pas en avant important ne peut être fait sans que des groupes isolés du prolétariat ne doivent consentir certains sacrifices dans l'intérêt de l'ensemble de la classe ouvrière de notre pays... C'est pour cela que je pense que nous ne devons pas reculer par crainte devant maints sacrifices insignifiants, faits dans l'intérêt de la classe ouvrière », il porte l'infatuation bureaucratique à son comble.

Proclamer qu'une augmentation du nombre des chômeurs de 385.000 en 6 mois est un « sacrifice insignifiant », présenter de pareils faits comme normaux, au pays de la dictature prolétarienne, équivaut à se séparer de la classe ouvrière, équivaut à exiger que l'ouvrier se sacrifie non pas pour édifier le socialisme, mais à cause des erreurs de la politique du Comité Central ; c'est discréditer la dictature du prolétariat aux yeux de la classe ouvrière, c'est saper le fondement de cette dictature.

Le Parti communiste devrait résolument rejeter cette politique pernicieuse. Il devait au contraire s'orienter

nettement vers le renforcement de ses liens avec la classe ouvrière, pour intensifier l'activité de celle-ci, aussi bien en améliorant sa situation économique qu'en appliquant en fait la démocratie ouvrière. Précisons :

1° L'intensité du travail ayant dépassé à présent le niveau d'avant-guerre, la première des tâches apparaît comme étant celle d'augmenter les salaires de façon à ce qu'ils dépassent ceux d'avant-guerre, au moins dans la proportion où l'intensité présente du travail dépasse celle de cette époque. En outre, l'augmentation des salaires doit tout au moins rester proportionnée à l'accroissement de la productivité (et non seulement de l'intensité). Autrement dit, la croissance progressive de la richesse sociale doit toujours entraîner une amélioration absolue et relative de la situation de l'ouvrier. Il faut sur ce point complètement rejeter la phraséologie réactionnaire annonçant que la hausse des salaires ne peut être que la conséquence d'une productivité du travail ascendante. Le relèvement du niveau de vie de l'ouvrier est en lui-même et par lui-même un des facteurs les plus importants de la progression de la productivité du travail ; il doit donc continuellement précéder celle-ci et non pas la suivre.

2° Une nouvelle augmentation de la productivité du travail ne doit pas être basée sur un renforcement de l'intensité de celui-ci ; elle doit reposer sur des perfectionnements de la technique et de l'organisation, réalisés tout en augmentant simultanément les salaires.

Des règles-limites doivent être établies pour l'intensité du travail ; les prix des travaux aux pièces doivent être fixés de façon à ce que l'ouvrier ne soit pas obligé de travailler au point de dépérir pour obtenir un salaire normal.

3° On doit commencer immédiatement à limiter le débit de la vodka, surtout dans les villes, dans une mesure aboutissant à la suppression complète dans deux ans.

4° La tâche de l'amélioration des conditions de logement des ouvriers est tout aussi urgente. L'ouvrier doit être assuré de toucher un salaire lui permettant d'entretenir son habitation dans un état satisfaisant, sans négliger ses autres besoins. Une augmentation des loyers ne doit pas avoir lieu sans une hausse des salaires. Il faut en même temps obliger les autorités à augmenter les dépenses pour la construction des habitations, à élargir les sommes prévues et les crédits accordés de façon à ce que la crise du logement soit vaincue dans les 5 ans à venir.

5° L'organisation interne de l'usine doit être modifiée dans le sens de la démocratisation. Il faut tendre à obtenir une discipline énergique et consciente basée sur des liens de camaraderie entre ouvriers et administration, aussi bien à la base qu'au sommet, ainsi que sur une participation plus intense des masses ouvrières à la direction des entreprises. Dans ce but :

a) Lors de la nomination des directeurs d'usine et de leurs aides, les candidatures proposées par les organisations économiques supérieures doivent être discutées dans des Assemblées générales de personnel ou des réunions d'ouvriers qualifiés ; les ouvriers doivent pouvoir proposer leurs propres candidats. La nomination définitive ne doit se faire qu'après une pareille discussion, en tenant compte de l'attitude des ouvriers envers les candidats proposés, et en se basant sur les propositions émises dans les Assemblées générales.

b) Le directeur d'usine doit être continuellement en-

touré d'un groupe de conseillers composé de l'administration supérieure, du président de la conférence de production de l'entreprise, et de représentants ouvriers élus par l'Assemblée générale. Les décisions de ce Conseil ne lient pas le directeur, mais tous les problèmes fondamentaux de l'usine doivent être examinés en commun accord avec ces conseillers, ainsi, les délégués ouvriers seraient entièrement renseignés sur les affaires de l'usine, l'administration connaîtrait de cette façon l'attitude des ouvriers envers les mesures en cours d'exécution.

c) Au lieu de l'arbitraire actuel qui existe dans l'organisation des conférences de production, partout le principe électif de ces institutions consultatives et leur soumission au contrôle des ouvriers doivent être appliqués. Leur activité doit être intimement liée avec la Commission permanente des conseillers, ci-dessus décrite, instaurée auprès du directeur d'usine.

6° Les rouages syndicaux, en commençant par les Comités d'usine doivent devenir indépendants de l'administration, représenter réellement les intérêts des ouvriers, et non pas servir à l'administration d'appareil lui permettant de faire appliquer ses décisions. En particulier l'embauche et le licenciement des ouvriers, ainsi que le déplacement de ceux-ci d'une besogne à une autre pour un délai dépassant deux semaines, doivent être faits par le Comité d'usine. L'administration doit seulement avoir le droit de faire appel contre les décisions du Comité d'usine aux institutions syndicales supérieures, sans retarder toutefois l'application des résolutions adoptées par ce Comité.

7° L'organisation des syndicats doit reposer entièrement sur la véritable démocratie ouvrière. Les mesures prévues dans le domaine de la politique ouvrière doivent d'abord être discutées dans les Assemblées générales et celles des délégués d'atelier, la solution définitive ne peut se baser que sur les résultats de la discussion faite vraiment au sein de la masse ouvrière. C'est sur cette base que le véritable principe électif de l'appareil syndical, le contrôle sur celui-ci de la masse des syndiqués seront appliqués.

8° En raison de la corruption bureaucratique des organes économiques qui se propage dans une atmosphère d'opposition de classes, pour transformer les syndicats en organes défendant réellement les intérêts ouvriers, ceux-ci doivent avoir la possibilité effective d'appliquer la grève dans les entreprises remises en concession aussi bien que dans les usines privées, et également dans les entreprises étatisées, en tant que moyen extrême de lutte dans celles-ci. En cas de conflit entre syndicats et administrateurs, le litige ne pourrait être soumis à l'arbitrage qu'avec l'approbation ou sur demande des organisations syndicales.

9° Les organisations du Parti doivent accorder aux fractions communistes syndicales un degré suffisant d'autonomie, pour pouvoir coordonner l'activité des syndicats et les intérêts d'ensemble du prolétariat, en contrôlant cette activité en partant de ce point de vue. L'intervention mesquine dans la besogne syndicale qui, en réalité, substitue les organisations du Parti à celle des syndicats doit être résolument repoussée.

Les organisations syndicales doivent de leur côté faire participer les ouvriers sans parti à leur activité, gagner leur confiance et réduire la méthode d'obligation exercée par l'organisation à un minimum.

10° Il est nécessaire : de mener résolument la lutte contre les atteintes portées au Code du travail par les organes économiques, de combattre énergiquement les dérogations à la loi sur la journée normale du travail ; de supprimer l'application des heures supplémentaires, à l'exception des cas de nécessité extrême ; d'en finir avec l'abus pratiqué par l'embauche à titre provisoire en limitant le délai maximum autorisé pour cette embauche à deux semaines. Les modifications qui ont été introduites au cours des dernières années dans le Code du Travail et qui ont aggravé la situation des ouvriers doivent être abrogées, par exemple la diminution des congés accordés dans les travaux nuisibles pour la santé, l'extension du domaine où le travail féminin est admis, la limitation de la protection des jeunes, etc. L'apprentissage gratuit ne doit pas être toléré ; la responsabilité de l'entreprise en cas d'accident, doit être accentuée ; les sanctions les plus sévères doivent être instaurées en cas de négligence dans les mesures de sécurité.

11° Les changements apportés aux contrats collectifs de cette année qui empirent la situation de la classe ouvrière comparativement à l'année dernière, sont inadmissibles. On doit rédiger ces contrats de façon à ce qu'il soit impossible aux administrations des diverses fabriques et ateliers d'échapper à leurs dispositions ; les conditions du travail doivent encore être améliorées au delà des stipulations des contrats.

12° Les versements (*) aux caisses des assurances sociales ne doivent plus être réduits ; le non-paiement de ceux-ci qui est habituellement pratiqué par maints organes économiques, doit être vigoureusement combattu. Une lutte énergique doit être entamée contre les « économies réalisées sur les assurés ». Les ressources des caisses d'assurances ne doivent pas, comme c'est fréquemment le cas aujourd'hui, être utilisées pour les besoins de l'hygiène de l'ensemble de la population (Fond G) (**). L'œuvre des sanatoria et des maisons de santé pour ouvriers, doit être améliorée. La nomination de soi-disant « docteurs de confiance » auprès des

(*) Il s'agit ici des versements effectués par les administrations.

(**) Le fonds G créé auprès du Commissariat du Peuple de l'Hygiène doit subvenir aux besoins de l'hygiène de tous : ouvriers, paysans et bourgeois.

caisses d'assurances doit être abrogée. Les médecins qui établissent le droit de l'ouvrier à s'absenter du travail pour cause de maladie doivent être indépendants aussi bien de l'administration que des caisses des assurances sociales. La masse des ouvriers et des employés doit exercer un contrôle sur les caisses d'assurances compétentes par l'intermédiaire des syndicats.

13° La pension de l'ouvrier doit être augmentée. Son montant ne peut pas être fixé en se basant sur le dernier salaire touché avant de recevoir l'assistance sociale, mais bien en tenant compte du salaire correspondant à la capacité professionnelle. La moyenne de la pension doit être égale pour les ouvriers et les fonctionnaires.

14° Le problème des chômeurs ne peut être résolu qu'en intensifiant l'industrialisation, c'est-à-dire en modifiant la politique économique générale. Pourtant l'Etat soviétique doit être tenu responsable de l'extension du chômage. Les mesures suivantes sont indispensables pour combattre le chômage qui a pris, dans ces derniers temps, le caractère d'une catastrophe :

a) La décision du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. du 4-3-27 permettant de radier les chômeurs des Bourses du travail sous divers prétextes et les priver de subsides, doit être annulée. Il faut proclamer officiellement qu'il est inadmissible de rendre plus difficiles les conditions d'enregistrement des chômeurs aux Bourses du travail.

b) Il faut tendre vers une augmentation des subsides accordés aux chômeurs. Les secours aux ouvriers industriels sans travail doivent être immédiatement augmentés. Les sans-travail licenciés à la suite des réductions de personnel doivent recevoir un secours plus élevé que le subside moyen.

c) Dans le cas où les versements aux caisses d'assurances sociales ne suffiraient pas pour appliquer toutes ces mesures, ils devraient être augmentés proportionnellement en pourcentage.

Ce n'est qu'en s'orientant avec constance vers l'amélioration de la situation du prolétariat, vers plus d'intensité dans l'activité des ouvriers, que le Parti et l'Etat soviétique rétabliront, par l'intermédiaire des syndicats, des liens vivants avec la masse ouvrière et pourront résister à la pression des éléments petit-bourgeois. Mais il n'est possible de suivre cette ligne qu'à condition d'établir la démocratie réelle au sein du Parti, sans laquelle les syndicats rompent avec le Parti, ou les masses ouvrières s'éloignent des syndicats.

PROTESTEZ
dans vos organisations de classe
CONTRE
les déportations des Révolutionnaires !

Contre les déportations

Nous croyons utile de reproduire intégralement le tract de la minorité syndicaliste du Livre-Papier sur les délégations en U.R.S.S. et contre les déportations.

Signalons également que, le 26 janvier, la Section syndicale de l'A.O.P. des métaux parisiens a adopté l'ordre du jour suivant :

« La Section syndicale de l'A.O.P. envoie son salut fraternel aux révolutionnaires russes persécutés. »

Ouvriers du Livre! Travailleurs Révolutionnaires !

On vous a convoqués ce soir pour entendre des délégués du Livre apporter le résultat de leur enquête en Russie et vous faire « connaître la vérité sur la Révolution russe et ce qui se passe en U.R.S.S. ».

La Vérité ?

Comment des hommes qui ne connaissent pas la langue du pays et qui ont franchi des milliers de kilomètres en quelques semaines ont-ils pu eux-mêmes la connaître ? Ils n'apportent que des impressions de choses vues hâtivement et des renseignements fournis par les représentants officiels des institutions de l'Etat ou donnés par des ouvriers en présence des représentants de ces institutions officielles.

La Vérité ?

Si ces délégués voulaient vous permettre de la connaître impartialement, ils auraient déclaré que la contradiction est permise. Or, ils ne permettent pas la contradiction. Ils ne veulent pas que ceux qui ont vécu en Russie viennent vous faire connaître leur opinion.

Si vous voulez, vous, connaître la vérité, imposez la liberté de discussion et exigez un temps de parole pour la contradiction.

Ces délégués viennent vous dire leur admiration pour l'œuvre gigantesque accomplie par les révolutionnaires russes en 1917. Cette œuvre, nous n'avons pas attendu dix ans pour l'apprécier et l'admirer. Ce n'est pas seulement quand il n'y a aucun risque à la défendre que nous l'avons défendue. Dès ses débuts et à chacun de ses moments périlleux, la Révolution russe nous a trouvés au premier rang de ses défenseurs.

Nous sommes en 1927, et précisément parce que nous sommes attachés à la Révolution russe et à ses conquêtes, nous ne voulons pas que sous le couvert des immenses conquêtes de 1917, on essaie de masquer les fautes graves de 1927.

En 1917, les ouvriers révolutionnaires étaient réunis contre la bourgeoisie et ses agents.

En 1927, la caste dirigeante persécute les ouvriers et les chefs qui ont fait la Révolution.

La voilà,

la Vérité sur la Révolution Russe :

Des milliers d'ouvriers, dévoués corps et âme à la Révolution sont emprisonnés ou déportés sans jugement, par simple décision de la police secrète. Pendant ce temps, la bourgeoisie (ancienne et nouvelle) relève la tête.

Approuvez-vous cela ?

Et qu'on ne dise pas : c'est une bataille de chefs. Les ouvriers qui ne pensent pas comme les dirigeants sont frappés plus durement que les chefs, quel que soit leur mérite dans le passé et leurs sacrifices pour la cause de la Révolution.

Ainsi, notre camarade Fichelev, ancien secrétaire du Syndicat des Typographes de la région de Moscou est en prison depuis plusieurs mois ; il n'a pas été jugé et est maintenu au secret le plus absolu, uniquement parce qu'il a imprimé le programme de l'Opposition communiste. De plus, Fichelev n'a pas le droit de recevoir de nourriture, ni quoi que ce soit de l'extérieur ; il est privé de toute visite et sa famille est affamée.

Fichelev est un militant révolutionnaire éprouvé ; adhérent à l'organisation depuis sa jeunesse, il a été arrêté et condamné plusieurs fois par la « justice » du tsar et finalement banni à perpétuité en Sibérie.

Nous pensons que de pareilles mesures ne peuvent que favoriser la contre-Révolution en Russie soviétique et hors de Russie où elles renforcent la position de la bourgeoisie et des dirigeants réformistes.

C'est dans l'intérêt même de la Révolution russe que nous élevons la protestation la plus véhémement contre ces arrestations, ces détentions, ces déportations de révolutionnaires.

Si vous voulez sauver la Révolution russe, vous devez protester avec nous contre ces persécutions, qui mettent en péril toutes les conquêtes d'Octobre 1917.

La minorité syndicaliste du Livre-Papier.

Notre témoignage

Délégués en U.R.S.S., par la revue Communiste Clarté, seuls des délégués convaincus de la justesse du point de vue de l'Opposition russe, il est de notre devoir d'en informer les prolétaires de ce pays. La discussion étant savamment truquée dans le Parti et rendue impossible à soutenir, nous décidons d'en informer directement tous les communistes, tous les marxistes révolutionnaires. Information indispensable au moment où la direction du Parti use de calomnies odieuses contre ceux qui le critiquent, et où elle refuse absolument toute discussion de bonne foi.

Camarades,

Comme les autres délégués français aux fêtes du dixième anniversaire de la Révolution russe, nous avons visité de l'U. R. S. S. ce qu'on peut en visiter en six semaines ; comme d'autres, nous avons examiné les rouages de son économie, les dispositions de son régime social ; mais plus que d'autres, peut-être, parce que nous sommes communistes, nous avons cherché à nous éclairer sur le débat profond qui met aux prises l'Opposition russe avec l'appareil du parti bolchevik. Nous connaissons les immenses difficultés qui retardent l'essor du prolétariat et de la paysannerie russes vers le socialisme et qui menacent de l'arrêter. Nous avons constaté que ces difficultés, qui sont la conséquence d'un état social arriéré combiné avec une situation difficile vis-à-vis du monde capitaliste, ne peuvent arrêter l'élan de la classe ouvrière, si elle est correctement dirigée. L'U.R.S.S. a de puissants ennemis : pays capitalistes à l'extérieur, bourgeoisie à l'intérieur, mais elle a des défenseurs indomptables, son magnifique prolétariat révolutionnaire en tête. C'est sous sa direction que, dans le passé, l'ensemble du pays a retrouvé une vie normale et affermi des positions qui doivent mener au socialisme. Nous avons vu sur place quel immense effort a été fourni par les ouvriers russes pour intensifier leur production, pour accroître leur richesse nationale, pour essayer de diriger eux-mêmes et de contrôler l'ensemble de l'économie, pour aider à la mise en pratique des plans qui doivent substituer à la production et à la répartition anarchique des pays capitalistes une organisation socialiste de la production et de l'échange.

A Moscou, à Léninegrad, sur le sol de la première révolution prolétarienne victorieuse, nous avons constaté combien les événements des dix années passées engagent à combattre toujours

plus vigoureusement pour le marxisme révolutionnaire, combat dont Lénine a donné un magnifique exemple.

C'est au nom de cette volonté, ayant étudié sur place les problèmes de la révolution russe, ayant été mis à même d'assister à la lutte entre l'Opposition et l'Appareil du parti bolchevik dans la période qui précéda le 15^e Congrès du Parti, et au cours même du 15^e Congrès, ayant compris directement le sens et la portée de cette lutte, que nous disions à tous les communistes, à tous les ouvriers révolutionnaires :

Camarades ! Ceux qui peuvent continuer à diriger cette bataille victorieuse du prolétariat dont nous avons parlé, ceux dont la perte serait le coup le plus rude porté à l'avenir du socialisme en U.R.S.S., ce sont les chefs de l'Opposition que l'on exclut, que l'on brime, que l'on déporte, les centaines de militants que l'on congédie et que l'on affame !

Nous n'avons pas seulement écouté les ouvriers travaillant à l'usine ; nous avons aussi surpris la bourgeoisie au travail, les ingénieurs et les intellectuels corrupteurs du parti, saboteurs du travail socialiste à l'usine, les fonctionnaires caste de potentats, les paysans enrichis sans cesse aux dépens de la commune, détenteurs des machines, maîtres de la terre, recéleurs du blé. Nous avons vu, dans les chiffres comme dans la vie, cette bourgeoisie monter patiemment à l'assaut des conquêtes du prolétariat, détournant peu à peu à son profit jusqu'au bénéfice de ces conquêtes. Et la colère des ouvriers ne se rallume pas parce que la direction du parti leur cache le danger !

Cet état de choses nécessite une étude marxiste des faits, très poussée, et non un coup d'œil touristique. Mais les délégués de tous les pays, dont certains étaient encore hier les ennemis de la Révolution, promenés de banquets en banquets, de discours en visites officielles, nantis d'interprètes manquant parfois de scrupules, n'ont pu faire cette étude marxiste. Quels délégués ont pu causer librement, dans les bourses du travail, avec les chômeurs ? N'aurait-on pas laissé dire que les queues stationnant des heures devant tous les magasins (crise de farine, crise de beurre, crise de vêtements) étaient composées de souscripteurs à l'emprunt d'industrialisation ? Ce fait authentique n'est pas une boutade et dénonce une atmosphère générale.

Autre exemple : Rappoport, s'autorisant du fait qu'il a assisté à Moscou même « à la grande bataille » entre l'Opposition et la majorité,

ment sciemment lorsqu'il écrit : « L'Opposition parle de la guerre avec une légèreté inconcevable et criminelle. Les déclarations d'un de ses chefs les plus remarquables — et des plus diplomates (il s'agit de Rakovsky) — à la Conférence de Moscou : « il fallait répondre même par la guerre » aux impérialistes en Chine, en sont la preuve évidente. » La raison évidente de ce faux témoignage, c'est que Rappoport a voulu gagner ses galons de caporal dans cette « grande bataille », et mendie une part de direction en trompant sciemment la classe ouvrière. Ainsi en vient-on contre une Opposition calomniée aux mesures extrêmes.

Notre devoir est de dire à tous les travailleurs, aux ouvriers révolutionnaires : prenez garde, ce que vous prenez aujourd'hui pour des mesures justifiées, n'étant pas renseignés ou l'étant intentionnellement mal, vous paraîtrez demain des erreurs criminelles ! Aujourd'hui déjà, la nouvelle bourgeoisie russe se tranquillise ; demain elle relèvera la tête. Alors vous comprendrez le sens de la lutte que mène l'Opposition. *La dictature du prolétariat est menacée, et ce sont les chacals bourgeois, libéraux et social démocrates qui se réjouissent. De voir nos camarades de l'Opposition bannis, peut-être définitivement réduits au silence, la bourgeoisie internationale déjà se rassure.*

Camarades ! le message dont nos camarades russes nous ont chargé dans les usines, ce n'est pas seulement de vous dire : « Nous avons battu notre bourgeoisie, nous marcherons vers le socialisme », c'est aussi de vous informer sur les dangers qu'ils courent dans cette marche. Notre direction défaille, disent-ils, elle s'écarte du droit chemin, elle éloigne nos chefs les plus éprouvés, elle nous cache la vérité, elle desserre nos liens avec nos camarades de l'étranger. N'ayez pas confiance dans les voyageurs internationaux qui ont coutume de nous visiter, littérateurs de gauche et d'extrême-gauche, dites la vérité au prolétariat français, ne vous livrez pas à un reportage prévu, organisez la lutte, ralliez les communistes pour la véritable défense du prolétariat russe !

Nous ne nous soustrairons pas à cette tâche. Nous avons vu en U.R.S.S. en qui le prolétariat russe pouvait mettre sa confiance, et nous ne pensons pas que ce soit en ses chefs actuels s'ils persistent à poursuivre la révolution en abattant ceux qui l'ont faite, à reculer pour mieux tomber, à donner au prolétariat le soin de sa propre direction en lui ôtant toute raison de l'assumer.

Nous remplissons notre mandat tous les jours, en prenant notre part dans la lutte commune contre l'opresseur capitaliste, en faisant connaître le sens et la portée de la révolution d'octobre, en travaillant à élucider ses développements. Mais nous ne mentirons pas sur la situation actuelle de la révolution en U.R.S.S. ; nous continuerons à remplir notre mandat en expliquant aux ouvriers révolutionnaires la situation des classes dans le pays de la première dictature prolétarienne, en réclamant la

liberté de discussion dans les partis communistes pour l'Opposition comme pour tout le monde. Nous réclamerons pour les défenseurs du prolétariat autre chose que des injures et des insanités, nous réclamerons pour les ouvriers d'Occident d'autres comptes rendus que des extraits de manuels. Rien ne peut empêcher la lutte de classes de se poursuivre et ceux qui la mènent véritablement de persévérer, quelles que soient les attaques auxquelles ils soient en butte.

Il n'est pas vrai que l'Etat prolétarien de 1917 doive faire rayonner son exemple par les seules vertus de la parole et de l'obéissance ! A l'heure où la direction du Parti Communiste français néglige ses devoirs envers le prolétariat en ne l'informant pas, aujourd'hui qu'on tranche, qu'on condamne, mais qu'on ne discute ni ne juge plus, nous estimons nécessaire, ayant pu suivre en Russie une partie de la phase actuelle de la révolution, de faire connaître un point de vue qui n'est pas seulement le nôtre, mais celui des plus conscients des révolutionnaires aujourd'hui, et de tous les communistes demain,

Vive la Révolution Russe !

Vive le Communisme International !

Francis GERARD, Pierre NAVILLE.
délégués en U.R.S.S.

MÉTHODES STALINIENNES

DANS L'UNION SOVIETIQUE

Zinoviev jusqu'à la lie.

Aujourd'hui, Zinoviev est avec Kamenev le triste héros des « Méthodes staliniennes ».

Zinoviev et Kamenev n'en sont pas à leur coup d'essai lorsqu'il s'agit de faire les « jaunes » (voir Octobre 1917 et les appréciations de Lénine). Ils ne sont pas non plus novices en matière de manœuvres politiciennes, de faux et de mensonges : le Zinoviev de 1924-25 s'est fait la main, comme Président de l'Internationale, dans la lutte contre l'Opposition et la création du « trotskysme ».

Après leur dernière dérobade, leur dernière lettre à la *Pravda* nous apporte une nouvelle preuve de leurs talents spéciaux. Nous ne saurions trop conseiller à nos camarades de la lire *in extenso* dans la *Correspondance Internationale* du 8 février 1928. Un tel texte se suffit à lui-même. Il va si loin dans l'abjection qu'il atteint au romanesque. C'est trop beau pour être vrai...

Tous les traîtres de l'Histoire ont vendu leurs alliés, ont cherché à se faire valoir de leurs nouveaux maîtres en attaquant leurs amis

d'hier. Zinoviev se rue contre l'Opposition, mais, ce qui est pis, il cherche à justifier sa lâcheté, il donne des raisons « théoriques » à sa désertion. Cette lettre n'est rien moins que la préface de la nouvelle brochure qu'il prépare contre le « trotskysme ».

Le tout fourmillant de considérations cauteleuses qui voudraient se donner un air doctrinal.

Mais qui se soucie de voir Zinoviev expliquer sa position ? Staline s'en sert et le méprise. L'Opposition se détourne de lui avec des nausées. Le pauvre être refuse de se rendre compte qu'il a cessé d'exister pour le mouvement ouvrier.

Il est le seul à partager cette illusion.

EN BELGIQUE

L'affiche de « Contre le Courant ».

Les Staliniens du Parti belge sont scandalisés par l'affiche de *Contre le Courant*.

Dans le *Drapeau Rouge* du 3 février, Desline consacre son article à « Une affiche sur les murs de Paris », et il cite un passage de cette affiche.

Nous n'y voyons pas d'inconvénient, et nous sommes heureux d'apprendre, en même temps, par Desline, que la documentation publiée par notre organe a été utile à l'Opposition belge.

Mais où notre staliniens exagère, c'est lorsqu'il déclare que, sur les murs de Paris, *Contre le Courant* « fait appel aux « garanties démocratiques » de l'instruction judiciaire, des tribunaux réguliers ».

Bien que les mots « garanties démocratiques » soient placés entre guillemets, ils ne sont pas, comme on pourrait le croire, tirés de notre affiche.

C'est une pure invention, c'est un mensonge de Desline.

Ce que nous avons dit, ce que nous répétons, c'est que nos camarades ont été déportés par mesure administrative, sans motif, sans être jugés, sans avoir pu se défendre.

Ce que nous réclamons pour eux, ce ne sont pas les « garanties démocratiques » : ce sont les *garanties prolétariennes*. Les seuls « tribunaux réguliers » (pour reprendre l'expression de Desline) qui auraient pu statuer sur le cas de nos camarades, sont ceux de la *Justice Ouvrière*.

Mais, précisément, c'est cette justice de classe que redoute Staline lorsqu'il recourt aux mesures administratives.

« A quand les affiches sur les murs de Bruxelles ? » questionne, en terminant, Desline.

Mais, à bientôt, espérons-le !

L'Exécutif de l'Internationale et le Parti belge.

Le Comité Exécutif de l'I. C. (lisez Staline et Boukharine) n'est pas content du C. C. du Parti Belge. Dans une lettre à tous les mem-

bres du Parti, il leur demande de faire cesser cette situation, de se dresser contre le Secrétaire du P. C. B.

Son crime : Le 27 novembre il présenta au C. C. une motion qui fut votée, protestant contre les exclusions, demandant la réintégration des exclus, et lançant un appel au XV^e Congrès du P. C. R. pour l'Unité bolchevique ; les militants n'ayant en mains qu'une documentation unilatérale ne permettant aucune étude sérieuse, la résolution ne se prononçait pas sur le fond.

Depuis cette date, par les soins des Oppositionnels, la plate-forme de l'Opposition russe a paru, des documents ont été publiés ; nos camarades Belges ont pu constater que les critiques des oppositionnels sont fondées, que la fraction Stalinienne accentue ses concessions à la bourgeoisie, que la Révolution glisse à droite.

Van Overstraeten a présenté au C. C. du 2 janvier une motion se solidarisant avec l'Opposition Russe, 13 camarades sur 26 la votèrent.

Ce fut une pierre dans la mare aux grenouilles de l'I. C. ; un C. C. qui osait prendre position contre les thermidoriens. Où allons-nous !

La lettre de l'Exécutif reproche à Van Overstraeten de n'avoir pas pris position plus tôt, c'est-à-dire d'avoir étudié sérieusement les arguments des uns et des autres avant de se prononcer, et continue ainsi :

« Comment expliquer ce fait que, dans toute la phalange internationale des partis communiste, dans le seul Parti belge, il s'est trouvé un groupe qui, s'étant déclaré solidaire de l'Opposition russe, a pu, même temporairement, entraîner dans son sillon un nombre important de militants. »

Quelle hypocrisie ! Le C. E. de l'I. C. n'ignore pas que dans tous les partis les oppositionnels sont nombreux, qu'ils ont été exclus parce que leur nombre augmentait rapidement et que, malgré leur exclusion, tous les jours des yeux s'ouvrent.

Le C. E. de l'I. C. calomnie ensuite Van Overstraeten. C'est toujours la même méthode qui consiste à placer les communistes dans cette alternative : avec le C. E. de l'I. C. avec le P. C. de l'U. R. S. S., c'est-à-dire les emprisonnés des ouvriers de l'Opposition, avec ceux qui déportent les communistes, ou avec l'Opposition, c'est-à-dire en dehors du Parti...

Espérons que les communistes belges ne se laisseront pas intimider et qu'ils continueront à défendre la Révolution contre les thermidoriens.

LE COMITE DE REDACTION :

BERTHIER, GEORGES BRIARD, LUCIE COLLIARD, MARIA COTTON, DELFOSSE, DELSOL, RENE DIONNET, MAURICE EMBE, MARCEL HASFELD, ANDRE JUIN, ALBERT LEMIRE, FERNAND LORIOT, MAGDELEINE MARX, MAURICE PAZ, MARCEL ROY.

“ Comme des esclaves ! ”

EN REGIME CAPITALISTE

L'Humanité du 4 février, sous le titre « Comme des Esclaves ! », publie la photographie de Mahmoud Ben Lekhal qu'elle accompagne de la mention suivante — parfaitement juste — :

Mahmoud Ben Lekhal déporté à plus de 1.000 kilomètres dans le Sud africain, et dont la seule présence en son pays « *était de nature à troubler l'ordre public* ». Cette dernière formule est en effet celle employée par les colonialistes, pour « se débarrasser sans motif et sans jugement des adversaires de l'impérialisme ».

Un tel rapprochement marque le glissement de l'Etat Soviétique vers la norme capitaliste. De tels faits rendent plus nécessaire que jamais l'action de redressement communiste entreprise par l'Opposition !

EN REGIME SOVIETIQUE

L'Humanité du 20 janvier, sous le titre « Les opposants sont éloignés de Moscou », annonce qu'il a été « reconnu nécessaire de procéder comme mesure minimum, *pour assurer les intérêts de l'Etat prolétarien* » à la déportation à des milliers de kilomètres de Moscou, dans les régions sibériennes et polaires, de Trostky, Ivan Smirnov, Sérébriakov, Radek, Mouralov, Bieloborodov, Sapronov, VI. Smirnov, Kharechko, Smilga, Vardine, Safarov, Sosnovsky, etc.

En fait, on se débarrasse « sans motif et sans jugement » des chefs de la Révolution, des plus tenaces adversaires de l'impérialisme.

Abonnez-vous

Souscrivez

Écrivez-nous
